Royaume du Maroc

Ministère de l'Economie et des Finances

DIRECTION DU TRÉSOR ET DES FINANCES EXTERIEURES

Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE

Décembre 2022

Données du mois d'octobre 2022

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

FINANCES PUBLIQUES

DETTE DU TRESOR

MARCHÉ MONETAIRE

PRIX

ACTIVITE ET EMPLOI

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS :

CONJONCTURE INTERNATIONALE :

- **USA :** Quasi-stabilité de la croissance du PIB à +1,9% au T3-22, en glissement annuel (GA), contre +1,8% au T2-22. Parallèlement, l'indice ISM manufacturier a reculé de -1,2 point en novembre pour se situer en zone de contraction à 49 points, son plus bas niveau depuis mai 2020.
- **ZONE EURO :** Ralentissement de la croissance économique à +4,1% au T2-22, en GA, contre +5,4% au T1-22, tandis que l'indice PMI composite s'est amélioré de +0,5 point en novembre restant cependant en zone de contraction à 47,8 points ;
- **PAYS EMERGENTS :** Accélération de l'activité économique en Chine à +3,9% au T3-22, en GA, après +0,4% au T2-22 ;
- Baisse des prix des **produits énergétiques** en novembre (pétrole -2,4%, gasoil -11,5% et butane -1,2%) et de certains **produits alimentaires** (blé tendre Fr -1%, blé tendre Us -3,5%);
- Performances positives des **indices boursiers** en novembre (+5,1% pour le S&P500, +1,6% pour le NASDAQ, +10,8% pour l'Euro Stoxx50 et +6,1% pour le MSCI-EM).

CONJONCTURE NATIONALE :

- **Ralentissement de la croissance de l'économie nationale à +2% au T2-22 contre +14,2% au T2-21.** Cette évolution recouvre une hausse des activités non agricoles de +4,2% contre +13,3% et une baisse de la valeur ajoutée agricole de -15,5% contre +17,5% ;
- Hausse des débarquements des produits de la **pêche côtière et artisanale** de +18,6% en volume et de +9,4% en valeur à fin novembre 2022 ;
- Baisses respectives de -16,1% et de -3,4% de la production des **phosphates et de ses dérivés** à fin septembre 2022 ;
- Hausse de +3,1% de **l'indice de la production des industries manufacturières** au T3-22 contre +3,3% un an auparavant ;
- Recul du **taux d'utilisation des capacités de production industrielles** de -0,3 point en moyenne des dix premiers mois de l'année 2022 pour s'établir à 71,9% ;
- Hausse de +1,6% de la **production locale d'électricité** à fin octobre 2022 contre +6,4% un an auparavant ;
- Recul de -9,2% des **ventes de ciment** à fin novembre 2022 contre une performance de +15,6% un an auparavant ;
- Récupération à fin novembre 2022 par rapport à la même période de l'année 2019 de 80% des passagers du transport aérien et de 82% des mouvements des avions ;
- Net rebond de +171,8% des **arrivées de touristes** aux postes frontières et de +98,1% des **nuitées** à fin septembre 2022 ;
- Hausse de +94,1 MM.DH du **déficit commercial** pour s'établir à 260,8 MM.DH à fin octobre et baisse de -3,2 points du taux de couverture à 57,6%, compte tenu d'une progression des importations (+188,6 MM.DH ou +44,2%) plus importante que celle des exportations (+94,5 MM.DH ou +36,4%) ;
- Performances remarquables des **exportations des MMM** à fin octobre 2022, notamment l'automobile (+36,7%), le textile (+24,4%) et l'aéronautique (+45,4%) ;
- Hausse des **Avoirs Officiels de Réserve** de +8,7 MM.DH ou +2,6% par rapport au début de l'année, pour s'établir à 339,6 MM.DH à fin octobre 2022 ;
- Accélération du **crédit bancaire hors prêts à caractère financier** à +64,1 MM.DH ou +7,6% au cours des dix premiers mois de l'année 2022 contre +28,2 MM.DH ou +3,4% un an auparavant ;
- Allégement du **déficit budgétaire** pour se situer à -48,1 MM.DH à fin novembre 2022 contre -63,2 MM.DH à fin novembre 2021, soit une amélioration de près de +15,2 MM.DH ;
- Hausse de l'encours de la **dette globale du Trésor** de +59,5 MM.DH ou +6,7% par rapport à fin 2021 contre +44,5 MM.DH ou +5,3% un an auparavant, pour atteindre 944,7 MM.DH à fin novembre 2022 ;
- Poursuite du resserrement des **conditions de financement** sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) avec des hausses des taux, en GA, à fin novembre 2022, de +123 pbs pour les maturités à 13 semaines et de +74 pbs pour les 2 ans ;
- Accélération du **taux d'inflation** à +6,5%, en moyenne des onze premiers mois de l'année 2022, contre +1,3% un an auparavant, résultat des hausses de +10,6% des prix des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, de +3,8% des prix des produits non alimentaires ;
- Baisse du **taux de chômage** de -0,4 point à 11,4% au niveau national au terme du T3-22, suite au repli de -1 point en milieu urbain à 15% alors qu'il est resté stable à 5,2% en milieu rural.

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONTEXTE INTERNATIONAL :

Modération de la croissance économique mondiale en 2022 …

Dans son édition du mois d'octobre 2022, le Fonds Monétaire International a maintenu sa prévision de la croissance de l'économie mondiale stable à +3,2% au titre de l'année 2022 par rapport à l'édition du mois de juillet 2022. Ce maintien intervient malgré un contexte marqué par (i) la diminution du soutien budgétaire liée aux effets de la pandémie en vue de ralentir la flambée des prix (ii) le resserrement des politiques monétaires et son impact sur les conditions financières mondiales (iii) la poursuite du conflit armé en Ukraine et, (iv) la persistance de certains foyers de la pandémie de la COVID-19, en particulier en Chine.

Ces prévisions restent toutefois entourées par des risques baissiers liés notamment (i) à la persistance de l'inflation provenant de nouveaux chocs sur les prix des produits alimentaires et à l'éclatement potentiel d'autres conflits géopolitiques, (ii) au mauvais calibrage des décisions de politiques monétaires liées à un resserrement excessif ou insuffisant et à leurs divergences pouvant favoriser la vigueur du dollar américain, (iii) au surendettement généralisé dans les marchés émergents vulnérables, (iv) à l'arrêt de l'approvisionnement de l'Europe en gaz, (v) à la recrudescence des alertes sanitaires mondiales, et (vi) à l'aggravation des problèmes immobiliers en Chine.

Au niveau des économies avancées, la croissance devrait s'établir à +2,4% en 2022 (-0,1 point par rapport à la prévision de juillet 2022) contre +5,2% en 2021. Cette légère atténuation des perspectives est tirée principalement par la croissance du PIB américain qui devrait se limiter à +1,6% en 2022 (-0,7 point par rapport à juillet) contre +5,7% en 2021, reflétant la contraction inattendue du PIB au deuxième trimestre, en lien avec la baisse de la demande des consommateurs et la hausse des taux d'intérêt qui pèse lourdement sur les dépenses, en particulier sur les investissements résidentiels. Par contre, la croissance de l'économie de la zone euro a été revue à la hausse à +3,1% en 2022 (+0,5 point par rapport à juillet) contre +5,2% en 2021, en raison d'une dynamique plus forte que prévue en Espagne et en Italie compte tenu de la vigueur de l'activité touristique. De son côté, la croissance économique du Japon a été maintenue au même niveau de l'édition de juillet à +1,7%, soit le même niveau enregistré en 2021.

Pour ce qui est des pays émergents et en développement, l'activité économique devrait se situer à +3,7% en 2022 (+0,1 point par rapport à juillet) contre +6,6% en 2021. Cette légère amélioration reflète, d'une part, une prévision d'une récession moins prononcée en Russie et qui devrait se limiter à -3,4% en 2022 (+2,6 points par rapport à juillet), en relation avec la résilience des exportations du pétrole brut et de la demande intérieure, le soutien accru des politiques budgétaires et monétaires et le rétablissement de la confiance dans le système financier. De même, la croissance du PIB brésilien a été rehaussée à +2,8% en 2022 (+1,1 point par rapport à juillet) contre +4,6% en 2021.

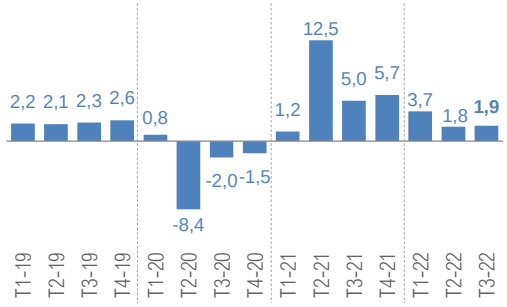
En revanche, les perspectives de croissance ont été abaissées pour les pays émergents asiatiques, notamment la Chine à +3,2% en 2022 (-0,1 point par rapport à juillet) contre +8,1% en 2021, en liaison avec la résurgence de la COVID-19 qui a impliqué des confinements dans plusieurs localités ainsi que l'aggravation de la crise du marché immobilier. De même, la croissance du PIB de l'Inde a été ramenée à +6,8% en 2022 (-0,6 point par rapport à juillet) contre +8,7% en 2021, s'expliquant par un résultat plus faible que prévu au deuxième trimestre et une demande extérieure plus modérée.

Croissance économique stable aux États-Unis …

D'après la première estimation du département du commerce américain, l'activité économique a affiché une croissance de +1,9% au T3-22, en glissement annuel, contre +1,8% au T2-22. C'est ainsi que la consommation des ménages, qui représente environ deux tiers de l'activité économique aux Etats-Unis, a ralenti à +2,1% contre +2,4%. De même, les investissements privés ont décéléré à +2,1% contre +7,2%, alors que les dépenses publiques ont poursuivi leur contraction de -0,5% contre -1,3%. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations se sont accélérées à +11,5% au T3-22 contre +7,3% au trimestre précédent tandis que les importations ont ralenti à +7,4% contre +11,2%.

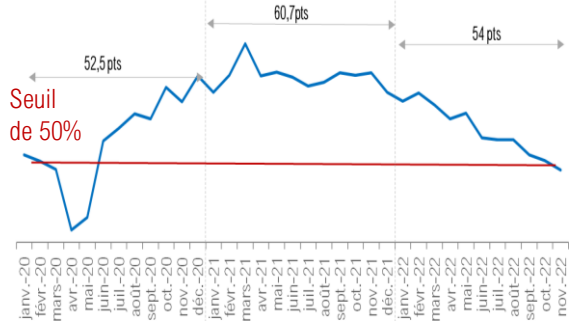
Pour ce qui est des indicateurs avancés, l'indice ISM manufacturier a reculé de -1,2 point en novembre pour se situer en zone de contraction à 49 points, son plus bas niveau depuis mai 2020. De son côté, l'indice ISM des services s'est amélioré de +2,1 points pour s'établir à 56,5 points

Produit intérieur brut USA – glissement annuel en % -



Source: United States Department of Labor

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points –



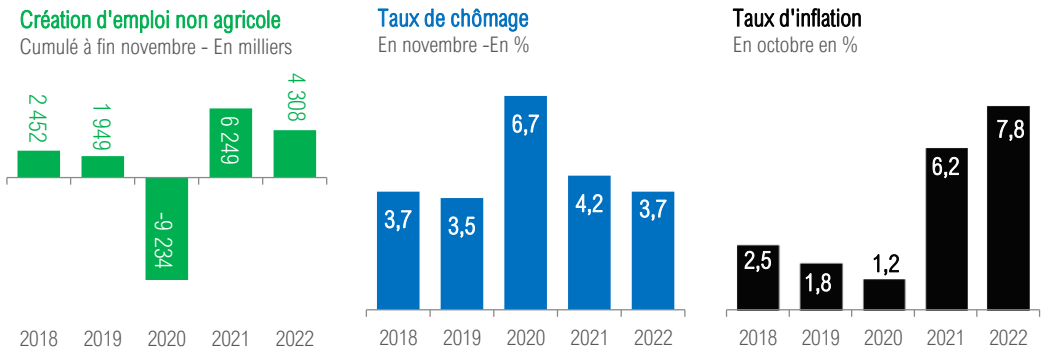
Source: Institute for Supply Management

Parallèlement, la production industrielle a enregistré un ralentissement de son rythme de croissance à +3,3% en octobre, en glissement annuel, contre +5% un mois auparavant alors que les ventes au détail ont ralenti à +8,3% contre +8,9%. Pour sa part, la confiance des consommateurs s'est améliorée en novembre, comme en témoigne la hausse de l'indice de l'Université de Michigan de +2,1 points à 56,8 points.

Au niveau du marché du travail, les créations d'emplois non agricoles ont atteint 263 mille postes en novembre contre 284 mille en octobre, portant le nombre total des emplois créés depuis le début de l'année à 4,3 millions contre 6,2 millions à la même période un an auparavant. De son côté, le taux de chômage est resté stable à 3,7% en novembre, contre 3,9% à fin 2021 et 4,6% il y a un an.

Pour ce qui est du taux d'inflation, il a enregistré une décélération, pour le troisième mois consécutif, à +7,8%, en glissement annuel, en octobre contre +8,2% en septembre, soit son plus bas niveau depuis janvier 2022. Ainsi, les prix des produits énergétiques ont enregistré une hausse de +17,6% alors que ceux des produits alimentaires ont progressé de +10,9%. Hors énergie et alimentation, les prix se sont appréciés de +6,3%.

Emploi, Chômage et Inflation USA



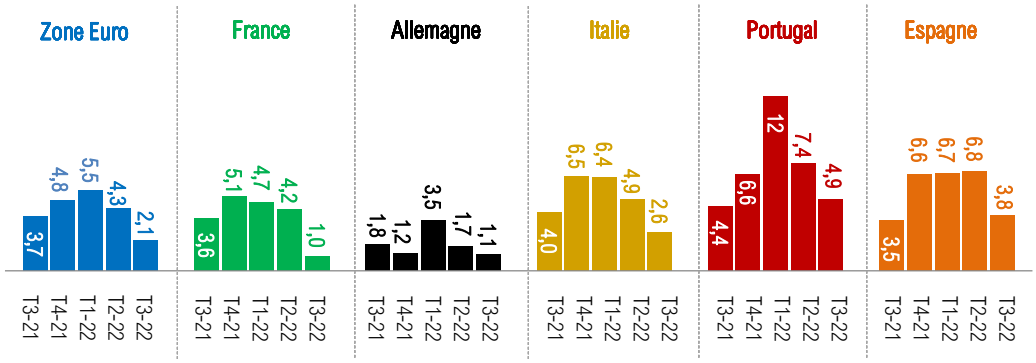
Source: United States Department of Labor

Face à une inflation persistante, la Réserve fédérale a décidé lors de sa réunion du mois de décembre de relever son taux directeur, pour la septième fois consécutive depuis le mois de mai, de 50 pbs pour le porter dans une fourchette de 4,25% à 4,5% et ce, afin d'atténuer l'accélération de l'inflation et la faire converger à 2%.

Ralentissement sensible de la croissance économique de la zone euro au T3-22…

Dans un contexte inflationniste généralisé marqué par la poursuite de la crise énergétique, la croissance économique de la zone euro a de nouveau ralenti à +2,1%, en glissement annuel, au T3-22 contre +4,3% au T2-22 selon les estimations préliminaires publiées par Eurostat. Cette évolution reflète, un ralentissement au sein de toutes les grandes économies de la zone, notamment en Allemagne (+1,1% au T3-22 contre +1,7% au T2-22), en France (+1% contre +4,2%), en Italie (+2,6% contre +4,9%), en Espagne (+3,8% contre +6,8%) et au Portugal (+4,9% contre +7,4%).

Produit intérieur brut Zone Euro - en glissement annuel en % -



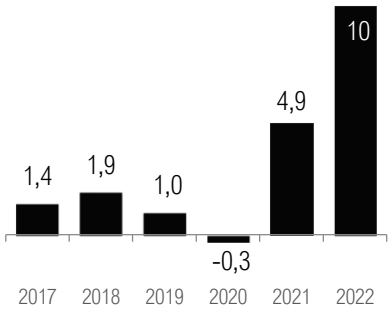
Source : Eurostat

L'évolution des indicateurs avancés reflète un repli de l'activité économique au sein de la zone euro, comme en témoigne le maintien de l'indice PMI composite sous le seuil de 50 points (en zone de contraction), pour le cinquième mois consécutif, malgré son amélioration pour s'établir à 47,8 points en novembre contre 47,3 points en octobre. Cette situation s'explique par une conjoncture économique mondiale défavorable et un affaiblissement de la demande dans un contexte d'accroissement des incertitudes économiques et des effets de la crise énergétique. Par ailleurs, cette dégradation reflète un repli de l'indice PMI du secteur manufacturier qui, en dépit de son amélioration par rapport au mois précédent, demeure en zone de contraction (47,1 points contre 46,4 points en octobre). De même, l'indice PMI des services a affiché sa plus forte contraction depuis février 2021 (48,5 points contre 48,6 points en octobre).

De son côté, l'indice ESI du sentiment économique s'est amélioré pour la première fois depuis février, gagnant 1 point par rapport au mois précédent pour s'élever à 93,7 points. Cette hausse résulte d'un rebond de la confiance des consommateurs dans les services qui a compensé la baisse de la confiance dans le secteur manufacturier. Par pays, l'ESI a marqué une hausse de +4,1 points en Italie et de +1,1 point en Allemagne, tandis qu'il s'est replié en Espagne et en France de -1,7 et -1,6 point respectivement.

Pour sa part, l'inflation a ralenti pour la première fois depuis juin 2021, selon les estimations rapides, pour revenir à +10% en novembre, en glissement annuel, contre +10,6% un mois auparavant. Cette évolution s'explique principalement par l'atténuation de la hausse des prix de l'énergie (+34,9% en novembre contre +41,5% en octobre) et, dans une moindre mesure, des prix des aliments non transformés (+13,8% contre +15,5%). Par pays, le ralentissement du taux de l'inflation a été observé au niveau de l'Espagne (+6,6% contre +7,3%), de l'Allemagne (+11,3% contre +11,6%), du Portugal (+10,3% contre +10,6%) et de l'Italie (+12,5% contre +12,6%), tandis qu'il s'est stabilisé à +7,1% en France.

Taux d'inflation annuel Zone Euro : Sep -En % -

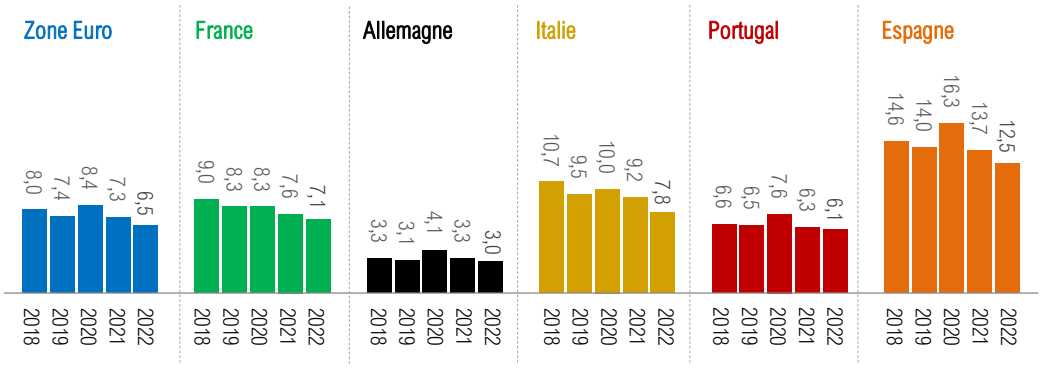


Source : Eurostat

Dans ce contexte, la BCE a poursuivi sa politique de normalisation en relevant une nouvelle fois, lors de sa réunion du 15 novembre, de 50 pbs, soit la plus forte hausse historique, à 2,5% pour les opérations principales de refinancement, à 2,75% pour la facilité de prêt marginal et à 2% pour la facilité de dépôt. De même, la BCE a annoncé la poursuite du réinvestissement des remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre du programme d'achats d'urgence face la pandémie au moins jusqu'à fin 2024, ainsi que la réduction de ses achats nets mensuels d'actifs au titre de son programme d'achats d'actifs (APP) de 15 MM.€ par mois en moyenne jusqu'à la fin du T2-2023, suivi d'un ajustement de son rythme au fil du temps.

Au niveau du marché de l'emploi, le taux de chômage a poursuivi sa baisse en octobre à 6,5%, soit son plus bas niveau depuis trente ans, contre 7% à fin 2021. Par pays et par rapport à fin 2021, le taux de chômage a diminué en septembre de -1 point en Italie (7,8%), de -0,9 point en Espagne (12,5%), de -0,2 point en Allemagne (3%) et de -0,4 point en France (7,1%) et a augmenté de +0,3 point au Portugal (6,1%).

Taux de chômage Zone euro –Octobre en % -



Source : Eurostat

Accélération de la croissance en Chine

En Chine, la croissance économique a marqué une reprise de +3,9% au T3-22, en glissement annuel, après +0,4% au trimestre précédent. L'activité demeure, toutefois, affectée par les restrictions sanitaires ainsi que par des difficultés au niveau du secteur immobilier. Ainsi, les derniers indicateurs de conjoncture disponibles indiquent un ralentissement de la production industrielle à +5% en octobre, en glissement annuel, contre +6,3% un mois auparavant alors que les ventes au détail se sont contractées de -0,5% contre +2,5%. De même, l'activité du secteur privé a enregistré une contraction, pour le troisième mois consécutif, en novembre comme le confirme le repli du PMI composite à 47 points contre 48,3 points en octobre.

En parallèle, le taux d'inflation a ralenti à +2,1% en octobre, en glissement annuel, après +2,8% un mois auparavant. Ainsi et contrairement à la tendance mondiale, la Banque centrale de Chine a décidé, lors de sa réunion du mois de novembre, d'abaisser d'un quart de point le taux de réserves obligatoires des banques pour favoriser le crédit et soutenir l'économie.

Au Brésil, la croissance économique s'est accélérée à +3,6% au T3-22, en glissement annuel, après +3,2% au trimestre précédent, soutenue par une demande intérieure solide grâce à la reprise de l'emploi et aux transferts sociaux.

S'agissant des derniers indicateurs de conjoncture, la production industrielle a enregistré une accélération de son rythme de croissance à +1,7% en octobre contre +0,4% le mois précédent, alors que les ventes au détail ont progressé de +3,2% en septembre contre +1,6% en août. De son côté, l'indice PMI composite a reculé de -3,6 points en novembre pour se situer à 49,8 points.

En ce qui concerne le taux d'inflation, il a poursuivi son ralentissement, pour le quatrième mois consécutif, pour revenir à 6,5% en octobre, en glissement annuel, contre 7,2% en septembre. Ainsi, la Banque centrale a décidé, lors de sa réunion du mois de décembre, de maintenir son taux directeur inchangé à 13,75% après l'avoir augmenté à douze reprises d'un cumul de 1175 pbs entre mars 2021 et août 2022.

En Inde, la croissance économique a ralenti à +6,3% au T3-22, en glissement annuel, après +13,5% au trimestre précédent. L'activité économique ayant pâti de la hausse des taux d'intérêt et des prix à la consommation.

Parallèlement, la production industrielle s'est accélérée en septembre à +3,1%, en glissement annuel, contre -0,7% en août au moment où l'indice PMI composite s'est amélioré de +1,2 point en novembre pour s'établir à 56,7 points.

S'agissant du taux d'inflation, il a ralenti à 6,7% en octobre, en glissement annuel, contre 7,4% en septembre. Dans ce contexte, la Banque centrale de l'Inde a décidé lors de sa réunion du mois de décembre, de relever son taux directeur, pour la cinquième fois consécutive, de 35 pbs à 6,25%.

Baisse des cours des produits énergétiques en novembre…

Dans un contexte marqué par l'assombrissement des perspectives économiques mondiales, le resserrement des politiques monétaires des principales banques centrales et la poursuite du conflit armé russo-ukrainien, les cours des matières premières énergétiques se sont détendus en novembre, comme en atteste la baisse de l'indice des prix y afférent de -4,5%, tandis que les cours des produits non-énergétiques se sont appréciés de +0,7%.

Concernant le pétrole et après leur hausse en octobre, les prix se sont dépréciés en novembre (-2,4% à 90,8 $/bbl en moyenne) pour retrouver leur niveau d'avant la guerre en Ukraine (90,8 $/bbl le 31 janvier 2022). Par rapport à fin 2021, les prix demeurent toutefois en hausse de +22,8%. Cette évolution s'explique, d'une part, par les craintes de resserrement de la demande mondiale du pétrole après le rebond de la COVID-19 en Chine et la réinstauration des mesures restrictives ainsi que par la dégradation des perspectives de la croissance au sein des pays avancés. D'autre part, les incertitudes se sont accrues au cours du mois de novembre quant aux modalités de mise en œuvre du mécanisme instauré par les membres du G7 et l'Australie, visant le plafonnement du prix à l'exportation du pétrole brut russe, entré en vigueur le 5 décembre.

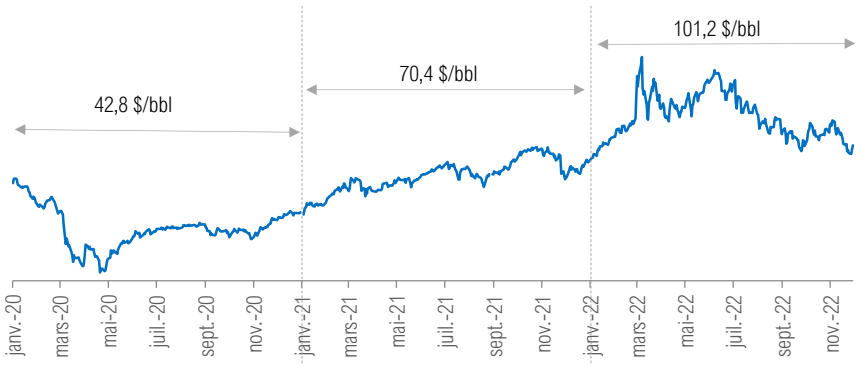
PLAFONNEMENT DES PRIX DU PETROLE RUSSE

Le G7 et l'Australie, en tant que membres actuels de la coalition pour le plafonnement des prix, sont parvenus le 2 décembre 2022 à un consensus sur un prix maximum de 60 dollars le baril pour le pétrole brut d'origine russe transporté par voie maritime, conformément à la décision unanime des États membres de l'Union européenne. Ainsi, il sera interdit aux membres de la coalition de fournir les services permettant le transport maritime de pétrole brut d'origine russe dans le monde entier à un prix qui dépasse 60 dollars le baril.

Le plafonnement des prix est entré en vigueur à partir du 5 décembre 2022 pour le pétrole brut et à partir du 5 février 2023 pour les produits pétroliers raffinés. Les mesures de plafonnement des prix prévoient en outre une période de transition: elles ne s'appliqueront pas au pétrole acheté à un prix supérieur au plafond s'il est chargé sur des navires avant le 5 décembre et déchargé avant le 19 janvier 2023.

Selon les membres de la coalition, le plafonnement des prix a été spécifiquement conçu pour réduire davantage les revenus de la Russie, tout en préservant la stabilité des marchés mondiaux de l'énergie, qui continueront d'être approvisionnés. Il contribuera également à la lutte contre l'inflation et au maintien de coûts énergétiques stables.

Prix du Pétrole - En $ / baril –



Source: Bloomberg

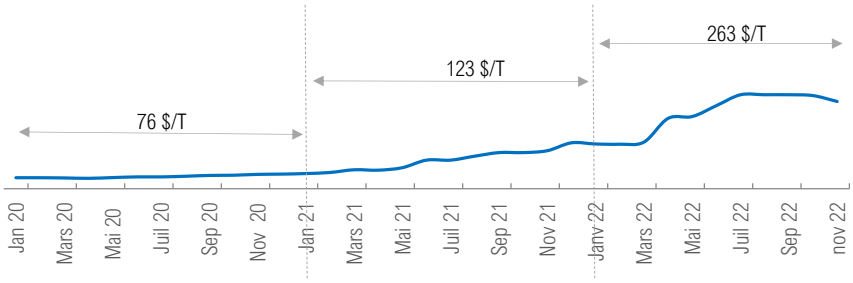
Pour leurs parts, les cours du gaz butane se sont atténués en novembre, après deux mois de hausses consécutives, pour s'établir en moyenne à 627,2 $/T, en évolution mensuelle de -1,2%, ramenant ainsi leur hausse par rapport au niveau moyen de 2021 à +71,4%. Ceci dit, et par rapport à fin 2021, ces prix ont marqué une baisse de -12,8%.

De son côté, l'indice synthétique des cours des denrées alimentaires s'est déprécié, quoique légèrement, pour le septième mois consécutif en novembre de -0,4%. Cette évolution reflète une baisse des prix du blé tendre français de -1% (341,8 $/T en moyenne) et du blé tendre américain de -3,5% (422,7 $/T), en raison du retour de la Russie dans l'Initiative céréalière de la mer Noire et du renouvellement de l'accord ainsi que d'une demande à l'importation limitée aux États-Unis d'Amérique. Contrairement, les cours du sucre ont confirmé leur hausse de +5,9% (457,9 $/T) pour le deuxième mois consécutif, en relation principalement avec l'abondance des achats dans un contexte de resserrement de l'offre mondiale de sucre dû au retard des récoltes dans certains importants pays producteurs ainsi que l'annonce de l'Inde d'une réduction des quotas d'exportation de sucre.

Pour leur part, les prix des métaux de base se sont globalement rétablis en novembre, comme en atteste la hausse des cours de +16% pour le nickel (25.563 $/T), de +5% pour le plomb (2100 $/T), de +5,2% pour le cuivre (8050 $/T) et de +4,2% pour l'aluminium (2351 $/T). En revanche, les cours du zinc ont fléchi de -1% à 2939 $/T.

Enfin, les cours du phosphate brut se sont inscrits en baisse de -5,5% pour le deuxième mois consécutif, rompant ainsi avec une série de hausses des prix entamée en mars 2022, pour s'établir à 300 $/T, soit une augmentation de +69,8% par rapport à fin 2021. De même, les cours des dérivés du phosphate ont enregistré des baisses mensuelles de -8,2% pour le DAP (665,6 $/T) et de -7,4% pour le TSP (625 $/T), ramenant leurs replis annuels à -10,7% et -9% respectivement.

Prix du Phosphate - En $ / tonne –



Source: Banque mondiale

Bonnes performances des principaux indices boursiers …

Les indices boursiers ont affiché des résultats positifs en novembre, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, portés par le ralentissement de l'inflation qui a suscité une probable réorientation de la politique de normalisation des banques centrales et ce, malgré un contexte marqué par la dégradation des perspectives de la croissance économique mondiale.

Ainsi, les indices boursiers américains NASDAQ et S&P^{500} se sont redressés en novembre, affichant des hausses mensuelles de +1,6% et +5,1% respectivement, après deux mois de baisses consécutives, ramenant leurs reculs par rapport à fin 2021 à -29,1% et -16,2%.

De même, les marchés boursiers européens se sont inscrits en hausse, comme en témoigne le rebond de +10,8% de l'indice de référence EuroStoxx50, ramenant sa baisse depuis fin 2021 à -8,6%. Cette performance reflète des augmentations au niveau des principaux indices européens, notamment le CAC 40 Paris (+8,7%), le GDAXI Allemagne (+11%), l'IBEX Madrid (+7,3%), le FTSE MIB Milan (+12,1%), ramenant ainsi leurs évolutions annuelles respectives à -6,3%, -9,7%, -3,5% et -9,6%.

Pour sa part, l'indice boursier émergent MSCI-EM s'est redressé en novembre de +6,1% par rapport au mois précédent, ramenant sa contraction observée depuis le début de l'année à -24,6%.

CONTEXTE NATIONAL :

Net ralentissement de la croissance économique au T2-22

Sur la base des derniers résultats des comptes nationaux trimestriels du HCP, la croissance économique nationale a ralenti à +2% au cours du T2-22 contre +14,2% au T2-21, en raison particulièrement du net repli de la valeur ajoutée agricole et du retour de la croissance des activités non agricoles à des niveaux modérés après la reprise constatée en 2021.

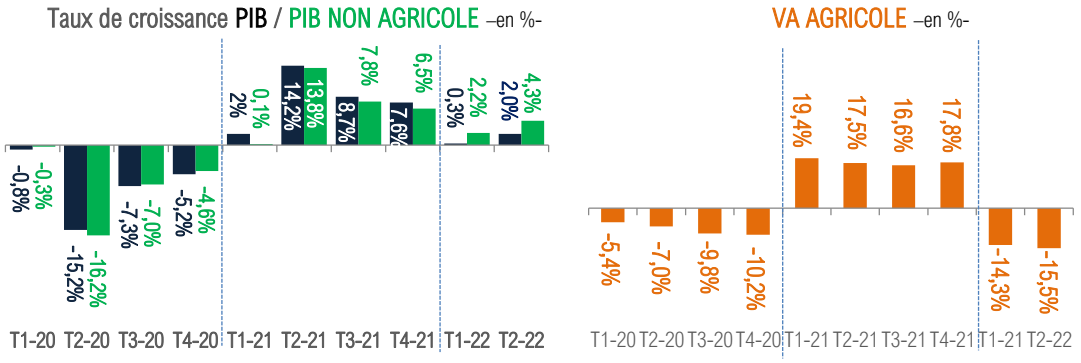
Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est repliée de -16% au T2-22 contre une hausse de +18,3% un an auparavant. Cette évolution s'explique par la contraction de la valeur ajoutée du secteur agricole de -15,5% contre +17,5%, en lien avec la faible campagne céréalière et ce, parallèlement au recul de la valeur ajoutée du secteur de la pêche de -24,3% contre +36,9%.

De son côté, la valeur ajoutée du secteur secondaire a affiché un ralentissement de son activité à +1,5% au T2-22 contre +17,3% au même trimestre de l'année précédente. Cette évolution reflète, d'une part, une contraction de la valeur ajoutée de l'industrie d'extraction de -7,8% contre -0,6%, tandis que les autres secteurs ont affiché des rythmes de progressions modérés par rapport à l'année précédente, à l'instar de l'industrie de transformation (+2,3% contre +20,2%), l'industrie de l'électricité, gaz, eau, assainissement et déchets (+2% contre +14,6%) et l'industrie de la construction (+1,7% contre +16,9%).

Par ailleurs, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a augmenté de +6,1% au T2-22 contre +11,2% au T2-21. Cette croissance a été portée par la bonne dynamique des activités de l'hébergement et restauration (+50,3% contre +86,4%), les transports et entreposage (+10,8% contre +42,6%), les services rendus par l'administration (+5,6% contre +4,3%), les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (+4,3% contre +2,8%), les services financiers et assurances (+4,2% contre +4,2%) et le commerce et réparation véhicules (+4% contre +17,6%). De même, les services immobiliers et le secteur de l'information et communication ont affiché des progressions respectives de +1,5% et +1,3% contre +3% et -0,5%.

A la lumière de ces évolutions, la croissance de la valeur ajoutée non agricole a progressé de +4,2% au T2-22 contre +13,3% au T2-21.

Ainsi, compte tenu de la hausse du poste impôts nets des subventions de +5,3% au T2-22 contre +17,8% au T2-21, la croissance du PIB non agricole s'est située à +4,3% contre +13,8% un an auparavant. Pour sa part, le PIB nominal, a affiché un ralentissement de sa croissance à +6,9%, laissant apparaître une accélération de +4,9% du niveau général des prix contre +2,3% durant la même période un an auparavant.



Source : Haut-Commissariat au Plan

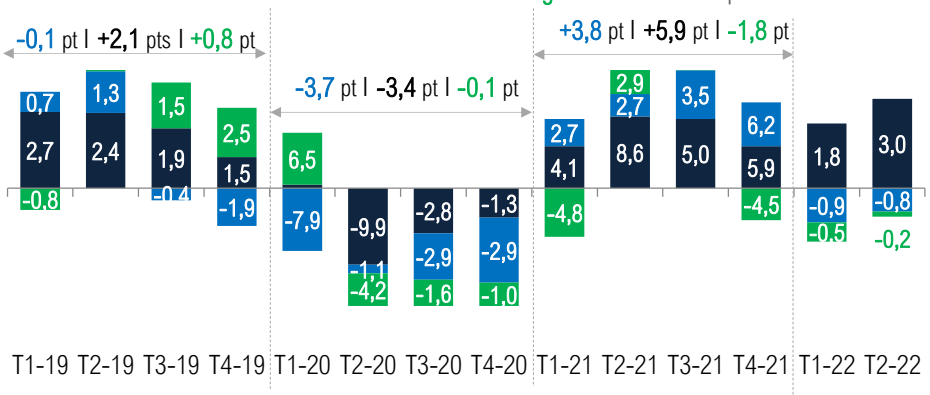
Sensible ralentissement de la contribution de la demande intérieure à la croissance économique …

En affichant une croissance de +2% contre +10% au T1-21, la contribution de la demande intérieure à la croissance économique a affiché un net ralentissement, revenant à +2,2 points au T2-22 au lieu de +11,3 points au T2-21. Cette évolution reflète une modération de la consommation des ménages (+3,2% contre +13,6%), une baisse de l'investissement brut (-2,4% contre +7,3%) contre une hausse de la consommation des administrations publiques (+6,7% contre +5,5%), enregistrant ainsi des contributions à la croissance respectives de +1,7 point, -0,8 point et +1,3 point.

Contribution négative du solde des échanges extérieurs à la croissance économique…

Compte tenu d'une hausse des exportations (+36,4% contre +22,4%) plus importante que celle des importations (+28,7% contre +8,3%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique s'est située à -0,2 point contre +2,9 points un an auparavant.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs - En points de croissance –



Source : Haut-Commissariat au Plan

Campagne agricole 2021/22 : Forte baisse de la production céréalière et bonnes performances pour des cultures printanières

Compte tenu de la rareté des précipitations ayant concerné en particulier le début de la campagne agricole 2021/22, **la production céréalière s'est limitée à 34 M.Qx,** dont 18,9 M.Qx de blé tendre, 8,1 M.Qx de blé dur et 7 M.Qx d'orge, en baisse de -67% par rapport à la campagne précédente qui a enregistré un record de production de 103 M.Qx. Tenant compte d'une superficie emblavée de 3,6 M.ha, le rendement céréalier moyen ressort à 9,4 Qx/ha contre 23,7 Qx/ha enregistré lors de la campagne précédente.

Au niveau du secteur non céréalier, la production a augmenté de +14% pour les agrumes et de +21% pour les olives. Ainsi, durant la campagne d'exportation allant du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, le volume des ventes des **agrumes** a enregistré une croissance de **+40%** et celui des **produits maraîchers de +13%**, en particulier les tomates (+19%) et les fruits rouges (+18%). S'agissant de la récolte de **dattes**, elle devrait connaitre une chute de -30% pour revenir à 105 000 tonnes en 2022.

Par ailleurs, le secteur de **l'élevage** a bénéficié de l'appui apporté aux éleveurs, à travers le plan d'urgence de 10 MM.DH mis en œuvre par le gouvernement afin de limiter l'impact du retard des précipitations en début de campagne, et de l'amélioration des parcours et des ressources fourragères suite aux pluies des mois de mars et d'avril.

IMPACT POSITIF DES DERNIERES PRECIPITATIONS SUR LA CAMPAGNE AGRICOLE 2022/23

La campagne agricole 2022/23 a démarré dans des conditions difficiles liées à la succession des années de sécheresse et le manque enregistré en matière de ressources hydriques. Les précipitations enregistrées durant le début du mois de décembre dans plusieurs zones du Royaume auront un impact positif sur cette campagne, notamment sur le rythme des cultures d'automne, des arbres fruitiers et des cultures fourragères, ainsi que sur les retenues des barrages et les réserves d'eaux souterraines. En effet, le taux de remplissage des barrages a augmenté à 30,7% au 19 décembre contre 24,9% au 12 décembre, premier jour des dernières pluies.

Par ailleurs, plusieurs mesures ont été annoncées par le ministère de l'agriculture en vue de contribuer au bon démarrage de la campagne agricole actuelle, à savoir :

- L'irrigation d'une surface globale qui devrait atteindre 417 000 Ha ;
- La mobilisation de 1,1 M.Qx de semences des trois principales céréales (blé tendre, blé dur et orge) ;
- L'approvisionnement du marché en près de 500 000 tonnes d'engrais phosphatés ;
- Le lancement de nouvelles subventions, en application des objectifs du programme Génération Green, qui devraient atteindre un montant de 3,7 MM.DH en 2023 ;
- La subvention des prix des semences pour un montant de 389 M.DH et la sécurisation de 1,1 M.DH des quintaux de semences pour les trois principales céréales ;
- L'élargissement des points d'eau destinés à l'abreuvement du bétail et l'octroi d'un soutien exceptionnel aux filières du lait et des viandes rouges ;
- La programmation des projets pour l'année 2023 qui s'articuleront sur le choix de systèmes agricoles résilients et efficaces, l'adoption de technologies d'adaptation par la culture directe, l'amélioration de l'attractivité du secteur agricole, la diversification des marchés et la protection commerciale.

Résultats mitigés des activités non agricoles

A quelques mois de la fin de l'année 2022, la confirmation de la reprise est perceptible en particulier au niveau des activités tertiaires, notamment le tourisme et le transport, en liaison avec le rétablissement de la situation sanitaire et la réouverture des frontières. Par ailleurs, l'évolution des autres indicateurs de conjoncture laisse apparaître des résultats mitigés.

Secteur de la pêche : Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale a enregistré une hausse de +18,6% au cours des onze premiers mois de l'année 2022. Cette bonne performance recouvre, d'une part, des progressions des captures du poisson pélagique (+23,6%) et des crustacés et coquillages (+9%) et, d'autre part, des baisses au niveau des algues (-47,4%) et des céphalopodes (-10,6%). De même, la valorisation des captures s'est améliorée de +9,4%, tirée principalement par les hausses des valeurs des crustacés et coquillages (+20,6%), du poisson pélagique (+29,8%) et du poisson blanc (+7,8%).

La baisse des captures des céphalopodes s'explique particulièrement par le recul de 60% des disponibilités maritimes de poulpe dans le sud du pays. Dans ce contexte, le département de la Pêche maritime a annoncé la prolongation de l'arrêt de la pêche au poulpe jusqu'au 15 décembre 2022 dans tout le Royaume. Cette période pourra être révisée en fonction des résultats du suivi biologique de la pêcherie poulpière mené par l'Institut national de la recherche halieutique (INRH).

Secteur minier : La production de phosphates a continué d'afficher une contreperformance à fin septembre 2022, en se repliant de -16,1% après +3,3% un an auparavant. De même, la production des dérivés de phosphates a reculé de -3,4% après -1,5%, résultat d'une baisse de -8,3% de la production de l'acide phosphorique et de -0,2% de celle des engrais naturel et chimique.

OCP : POURSUITE DE LA REALISATION DE PERFORMANCES EXCEPTIONNELLES…

A fin septembre 2022, le chiffre d'affaires du Groupe OCP a enregistré une hausse de +55% par rapport à la même période de l'année précédente, pour atteindre 89,5 MM.DH. Dans cette évolution, le chiffre d'affaires du phosphate roche a augmenté de +74% et celui des engrais, qui représente 65% du chiffre d'affaires total, a progressé de +68%, en raison principalement de la hausse des prix de vente. Pour ce qui est de l'acide phosphorique, son chiffre d'affaires a affiché une légère baisse de -6%, sous l'effet de la baisse des volumes des expéditions principalement vers l'Europe et l'Inde qui a largement compensé l'augmentation des prix.

Perspectives à moyen terme de l'OCP

La tendance baissière des prix affichée à partir du T3-22 devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année et la demande devrait s'améliorer grâce à une meilleure accessibilité des engrais pour les agriculteurs et des niveaux de stocks faibles à stables dans les principales régions importatrices. En parallèle, les exportations chinoises devraient rester faibles au moins jusqu'au T1-23 et les nouveaux approvisionnements devraient rester limités, à l'exception de la capacité additionnelle du TSP prévue par l'OCP, qui montera progressivement en puissance en 2023.

Nouveau programme d'investissement

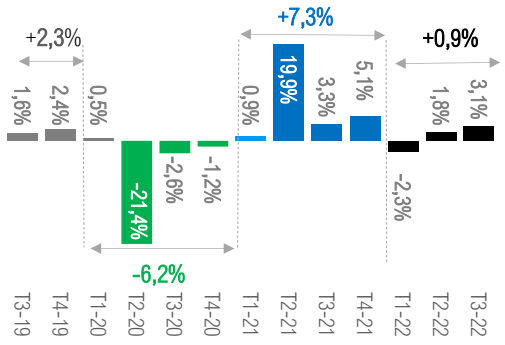
Le groupe OCP a annoncé un nouveau programme d'investissement d'un montant de 130 MM.DH sur la période 2023-2027 et dont les objectifs sont : le développement de la capacité de production d'OCP et la neutralité carbone avant 2040 à travers les énergies renouvelables et la production d'eau non conventionnelle.

Ce programme, qui permettra de consolider la position mondiale de l'OCP, prévoit ainsi la réalisation d'un taux d'intégration local de 70%, l'accompagnement de 600 entreprises industrielles marocaines et la création de 25.000 emplois directs et indirects.

Secteur industriel : L'indice de la production des industries manufacturières a enregistré une hausse de +3,1% au T3-22 contre +3,3% au T3-21. Cette évolution est portée essentiellement par « l'industrie du cuir et de la chaussure » (25,4%), « l'industrie pharmaceutique » (+23,4%), « l'imprimerie et la reproduction d'enregistrements» (+23,2%), « l'industrie automobile » (+21,7%) et « la fabrication de produits métalliques » (+15,5%). En revanche, des contre-performances ont été enregistrées au niveau de « l'industrie du papier et du carton » (-14,9%), de « la fabrication d'équipements électriques» (-13,2%), de « la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques» (-11,3%), de « la fabrication de machines et équipements » (-7,5%) et de « la fabrication de textiles » (-0,7%) .

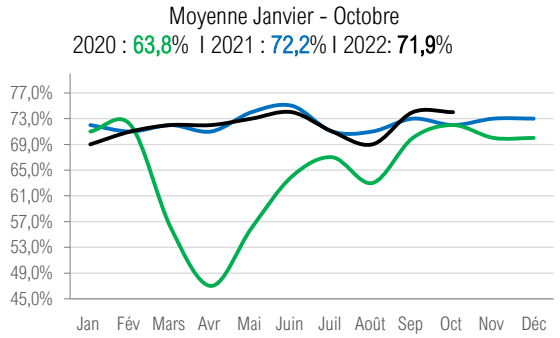
De son côté, et en moyenne des dix premiers mois de l'année 2022, **le taux d'utilisation des capacités de production industrielle** (TUC) a marqué un recul de -0,3 point pour s'établir à 71,9%. Dans cette évolution, des baisses ont été relevées au niveau des TUC des « industries agroalimentaires » (-2,9 points) et des « industries chimique et parachimique » (-1,8 point). Par contre, des hausses ont été enregistrées au niveau des TUC des « industries mécaniques et métallurgiques » (+3,4 points), des « industries électrique et électronique » (+8,2 points) et des «industries du textile et cuir » (+7,4 points).

Indice de la production industrielle - En % -



Source : Haut-Commissariat au Plan

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle



Source : Bank Al-Maghrib

Secteur énergétique : A fin octobre 2022, la production locale d'électricité a affiché une hausse de +1,6% contre +6,4% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, les progressions de +21,7% de la production de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE) et de +5,4% de la production des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 et, d'autre part, un repli de -4,5% de la production concessionnelle.

De son côté, le solde des échanges d'énergie s'est établi à +1189 Gwh contre un solde négatif de -82 Gwh, résultat de l'augmentation de +171% des importations et du repli de -37,8% des exportations. Ainsi, l'énergie appelée nette a enregistré une hausse de +5,4% à fin octobre 2022 contre +5,7% un an auparavant.

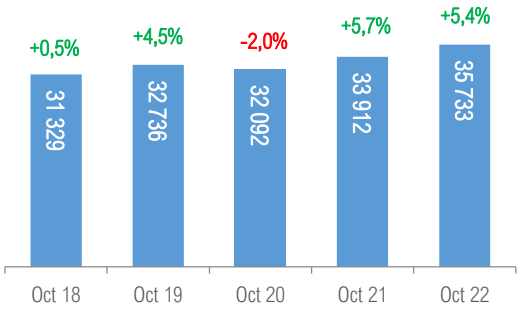
Par ailleurs, la consommation d'électricité a progressé de +5,3% après +5,6% un an auparavant. Cette augmentation trouve son origine dans les améliorations de la consommation d'électricité à moyenne tension (+6,4%), de la consommation des régies (+4,3%), de la consommation d'électricité à très haute tension et haute tension (+10,9%) et de la consommation résidentielle (+4,2%).

BTP : Les ventes de ciment ont enregistré une baisse de -9,4% durant le mois de novembre, portant leur repli depuis le début de l'année à -9,2% contre +15,6% à fin novembre 2021. Cette évolution s'explique par des contre-performances des ventes au niveau des segments de la distribution (-13,8%), du bâtiment (-9,7%) et du préfabriqué (-6,3%). Par contre, des hausses ont été enregistrées au niveau de l'infrastructure (+6,9%) et du béton prêt à l'emploi (+3%).

Par ailleurs, l'additionnel des crédits immobiliers s'est établi à +5,5 MM.DH ou +1,9% au cours des dix premiers mois de l'année 2022 contre +5,1 MM.DH ou +1,8% durant la même période de l'année précédente. Dans cette évolution, les crédits alloués à l'habitat ont progressé de +5,2 MM.DH ou +2,2% alors que les financements alloués à la promotion immobilière ont diminué de -2,7 MM.DH ou -4,8%.

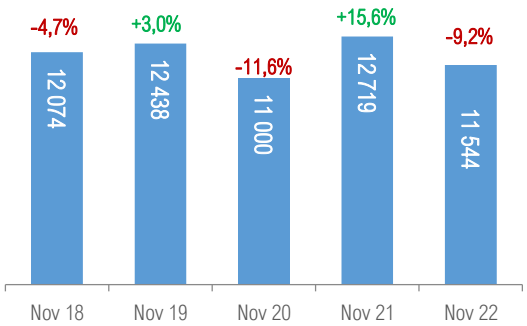
Pour sa part, le nombre de bénéficiaires du fonds DAMANE ASSAKANE a atteint 11.914 à fin octobre 2022, en recul de -25,5% par rapport à la même période de l'année précédente. Dans cette évolution, le nombre de bénéficiaires du FOGARIM a affiché une baisse de -29,6% à 6.379 ménages et celui du FOGALOGE de -20,2% à 5.533 bénéficiaires. De leur côté, les montants accordés ont chuté de -30,5% pour revenir à 1040 M.DH pour le FOGARIM et de -13,9% à 1.733 M.DH pour le FOGALOGE. Depuis sa création, 271.600 ménages ont bénéficié de l'appui du Fonds DAMANE ASSAKANE pour un montant global de 51,8 MM.DH

Production nette d'électricité - En GWh -



Source : Office national de l'électricité et de l'eau potable

Ventes de ciments - En tonne-



Source : Association Professionnelle des Cimentiers

Tourisme : L'activité touristique a poursuivi sur son élan de croissance, soutenue par les différentes mesures mises en place par le Gouvernement pour la redynamisation et la relance du secteur, notamment le plan d'urgence

d'un montant de 2 MM.DH pour remédier aux effets de la crise sanitaire et les programmes de promotion de la destination « Maroc ».

Ainsi, les arrivées aux postes frontières ont atteint 5,4 millions durant la période estivale allant du mois de juin à septembre 2022, soit un taux de récupération de 93% par rapport à leur niveau en 2019. Depuis le début de l'année, ces arrivées ont culminé à 7,7 millions, en hausse de +171,8% par rapport à la même période de l'année 2021 mais s'inscrivent toujours en baisse de -24,6% par rapport à fin septembre 2019.

S'agissant des nuitées réalisées dans les établissements classés, elles se sont raffermies de 98,1% à fin septembre 2022 pour s'établir à 13,3 millions mais demeurent toujours en repli de -31% par rapport à la même période en 2019.

FORTE REPRISE DU TOURISME INTERNATIONAL

Selon le dernier Baromètre du tourisme mondial de l'OMT, le tourisme international continue d'afficher une reprise forte et régulière après l'impact de la pandémie et ce, grâce à une forte demande refoulée, une amélioration des niveaux de confiance et la levée des restrictions dans un nombre croissant de destinations.

A fin septembre 2022, le nombre d'arrivées internationales a atteint 700 millions, soit une hausse de +133% par rapport à la même période en 2021 et un taux de récupération de 63% des niveaux enregistrés en 2019. Cette évolution a concerné de nombreuses régions dans le monde :

- **L'Europe** : +126% des arrivées internationales par rapport à fin septembre 2021, tirées principalement par une forte demande intra- régionale et des voyages en provenance des Etats-Unis. Par rapport à 2019, l'Europe a affiché un taux de récupération de 81% ;
- **Le Moyen-Orient** : +225% des arrivées internationales pour atteindre 77% du niveau pré-pandémique ;
- **L'Afrique** : +166% des arrivées internationales, ce qui correspond à 63% de leur niveau de 2019 ;
- **Les Amériques** : +106% des arrivées internationales, ce qui correspond à un taux de récupération de 66% par rapport à la même période de 2019 ;
- **L'Asie et le Pacifique** : +230% des arrivées internationales, reflétant l'ouverture de nombreuses destinations, dont le Japon à la fin du mois de septembre. Ces arrivées demeurent inférieures de -83% aux niveaux de 2019 en lien avec la poursuite de la fermeture de la Chine.

Transport : Au niveau du trafic aérien, les aéroports nationaux ont accueilli 1,9 million de passagers au cours du mois de novembre 2022 à travers 15.341 mouvements aéroportuaires, soit des taux de récupération respectifs de 96% et 92% par rapport à 2019. Depuis le début de l'année, le volume du trafic commercial a atteint 18,5 millions de passagers et 157.687 vols, ce qui correspond à des taux de récupération de 80% et 82% respectivement.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

Aéroports	Cumul à fin novembre 2019	Cumul à fin novembre 2022	Taux de récupération
MOHAMMED V	9 458 049	6 844 387	72%
MARRAKECH	5 873 966	4 317 946	74%
AGADIR	1 846 185	1 580 566	86%
FES - SAISS	1 307 219	1 198 976	92%
TANGER	1 247 156	1 305 190	105%
RABAT-SALE	1 011 756	780 397	77%
NADOR	715 145	777 783	109%
OUJDA	657 874	793 460	121%
DAKHLA	237 516	204 608	86%
TOTAL	23 036 821	18 467 415	80%

Source : Office National des Aéroports

De son côté, le trafic portuaire géré par l'ANP a poursuivi sa tendance baissière avec un repli de -1,9% à fin octobre 2022 contre -2,6% un an auparavant. Cette évolution recouvre une baisse de -17,9% des exportations et des hausses de +5% des importations, de +53,9% du cabotage à l'import et de +49,4% du cabotage à l'export.

ECHANGES EXTERIEURS : HAUSSE DU DEFICIT COMMERCIAL…

La situation des échanges extérieurs a été marquée par une progression de +94,1 MM.DH ou +56,4% du déficit commercial à fin octobre 2022 pour s'établir à 260,8 MM.DH. Cette évolution est attribuée à une hausse des importations (+188,6 MM.DH ou +44,2%) plus importante que celle des exportations (+94,5 MM.DH ou +36,4%). Le taux de couverture s'est ainsi replié de -3,3 points pour revenir à 57,6%.

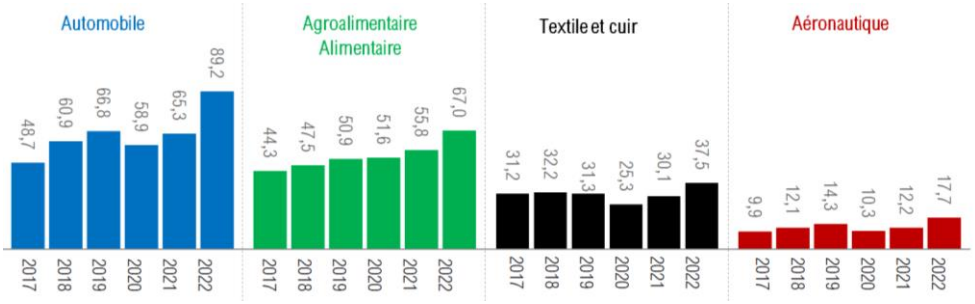
Bonne performance des exportations des MMM …

Au niveau des exportations, qui se sont établies à 354,1 MM.DH, la hausse a concerné l'ensemble des secteurs, plus particulièrement, les phosphates et dérivés, le secteur automobile et celui de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

En effet, les ventes des phosphates et dérivés ont augmenté de +38,7 MM.DH ou +63% à fin octobre 2022 suite exclusivement à un effet prix. Ainsi, les exportations ont marqué des hausses de +56,1% pour le phosphate roche, de +79% pour les engrais naturels et chimiques et de +26,1% pour l'acide phosphorique au moment où les ventes en volume ont reculé respectivement de -44,1%, de -9,6% et de -32,8%.

Hors OCP, les exportations se sont améliorées de +55,8 MM.DH ou +28,2% pour atteindre 254 MM.DH, en lien avec le bon comportement des exportations des industries liées aux métiers mondiaux du Maroc, notamment l'automobile (+23,9 MM.DH ou +36,7%), l'agriculture et l'agro-alimentaire (+11,1 MM.DH ou +19,9%), le textile et cuir (+7,4 MM.DH ou +24,4%), l'aéronautique (+5,5 MM.DH ou +45,4%) et l'électronique et l'électricité (+4,1 MM.DH ou +37,1%).

Exportations des MMM à fin octobre -En MM.DH



Source : Office des Changes

Sensible hausse de la facture énergétique…

Pour ce qui est des importations, qui se sont établies à 614,9 MM.DH à fin octobre 2022, la facture énergétique s'est renchérie de +69 MM.DH ou +116,3%, sous l'effet principalement de la hausse des approvisionnements en gas-oil et fuel-oils (+124,5%), dont les prix ont plus que doublé alors que leur volume n'a augmenté que de +8,9%.

De même, la facture alimentaire s'est appréciée de +25,9 MM.DH ou +54,4%, tirée principalement par la hausse importante des achats de blé (+127%) suite à une progression simultanée des prix (+52,7%) et des quantités (+48,4%). Les approvisionnements en orge ont connu également un rebond de +329%.

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations se sont accrues de +93,7 MM.DH ou +29,3% pour atteindre 413,1 MM.DH. Ainsi, les achats de demi-produits ont rebondi de +47,8 MM.DH ou +51,3%, tirés principalement par les importations d'Ammoniac (+230%). De même, les acquisitions de biens d'équipement ont augmenté de +21 MM.DH ou +20,8% en raison de la hausse notamment des importations des parties d'avions et d'autres véhicules aériens (+74,1%), des moteurs à pistons (+34,5%) et des fils et câbles (+37,9%). Pour ce qui est des importations de produits bruts, elles se sont accrues de +14,1 MM.DH ou +58,8%, en liaison notamment avec la hausse des approvisionnements en soufres bruts et non raffinés (+103,9%). De leur côté, les achats de biens de consommation ont augmenté de +10,6 MM.DH ou +10,5%, suite à l'accroissement des importations notamment de tissus et fils de fibres synthétiques et artificielles (+31,5%) et des parties et pièces pour voitures de tourisme (+27,2%).

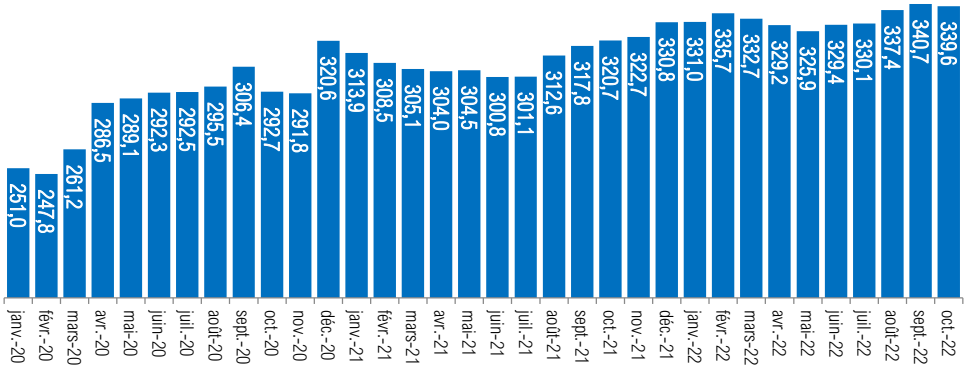
Nette amélioration des recettes voyages…

A fin octobre 2022, les recettes voyages se sont renforcées de +42,5 MM.DH ou +148,9% pour atteindre 71,1 MM.DH, dépassant ainsi leur niveau en 2019 de +6%. De même, les transferts des MRE se sont raffermis de +9,2 MM.DH ou +11,5% pour s'établir à 89 MM.DH. Ces deux postes n'ont permis, toutefois, de couvrir que 61,4% du

déficit commercial contre 65% durant la même période de l'année précédente. Parallèlement, les flux des Investissements Directs Etrangers au Maroc se sont améliorés de +7,3 MM.DH ou +50,5%, suite à une hausse des recettes (+8,1 MM.DH ou +77%) plus importante que celle des dépenses (+720 M.DH ou +7,3%).

Dans ce contexte, les avoirs officiels de réserves (AOR) se sont consolidés de +8,7 MM.DH ou +2,6% par rapport à fin décembre 2021 pour se situer à 339,6 MM.DH.

Avoirs Officiels de Réserve -En MM.DH

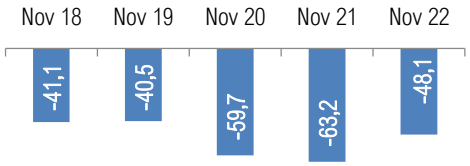


Source : Office des Changes

FINANCES PUBLIQUES : ATTENUATION DU DEFICIT BUDGETAIRE

La situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un déficit budgétaire de 48,1 MM.DH à fin novembre 2022, en atténuation de près de 15,2 MM.DH par rapport à la même période de 2021. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes ordinaires (+51,6 MM.DH) dépassant celle des dépenses ordinaires (+31,7 MM.DH).

Déficit budgétaire – En MM.DH

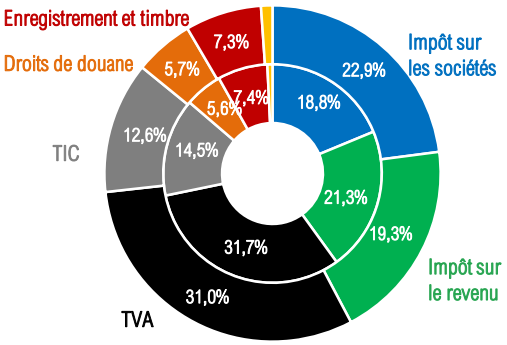


Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Poursuite du bon comportement des recettes fiscales

A fin novembre 2022, les recettes ordinaires, sur une base nette et hors part des recettes fiscales bénéficiant aux collectivités territoriales, ont enregistré une augmentation de +51,6 MM.DH ou +23,7%, pour s'élever à 269,4 MM.DH. Dans cette évolution, les recettes fiscales ont progressé de +34,2 MM.DH ou +17,9% et ce, en dépit de l'effort prononcé de remboursement des crédits de TVA. Cette progression a été induite par le bon comportement à la fois des impôts directs et des impôts indirects.

Ainsi, les recettes des impôts directs ont enregistré une hausse de +19,8 MM.DH ou +25,3% pour atteindre 97,8 MM.DH, liée essentiellement au renforcement des recettes tirées de l'IS (+15,9 MM.DH ou +44,2%), en relation notamment avec l'amélioration remarquable des recettes au titre du complément de régularisation (+6,4 MM.DH), du 1er acompte (+3,5 MM.DH), du 2ème acompte (+3 MM.DH) et du 3ème acompte (+2,4 MM.DH). De leur côté, les recettes au titre de l'IR ont affiché une progression de +2,9 MM.DH ou +7,1%, tirée par les recettes issues de l'IR sur salaires (+2,2 MM.DH) et de l'IR sur les professionnels (+310 M.DH).



Par ailleurs, les recettes relatives aux impôts indirects ont connu une amélioration de près de +9,8 MM.DH ou +11,1%, en liaison avec l'augmentation de +9,1 MM.DH ou +15% de la TVA et, dans une moindre mesure, de +725 M.DH ou +2,6% des recettes des TIC. De même, les recettes tirées des droits de douane se sont améliorées de +2,2 MM.DH ou +20,4%, en liaison avec la progression des importations. Parallèlement, les recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre ont affiché une augmentation de +2,4 MM.DH ou +17%, en lien avec les améliorations des droits d'enregistrement (+2 MM.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+195 M.DH) et de la TSAV (+105 M.DH).

Par ailleurs, les recettes non fiscales ont affiché une amélioration de +17,6 MM.DH ou +76,8% pour atteindre 40,6 MM.DH. Cette évolution est attribuable à l'augmentation de +21,1 MM.DH ou +271% des autres recettes, qui se sont situées à 28,9 MM.DH, dont près de 21 MM.DH au titre des financements innovants. Pour leur part, les produits provenant des établissements et entreprises publics ont enregistré une augmentation de près de +1,9 MM.DH ou +20,3% pour s'établir à 11,8 MM.DH, dont 6,5 MM.DH versés par l'OCP, 2,9 MM.DH par l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie, 786 M.DH par Maroc télécom et 672 M.DH par Bank Al-Maghrib.

Forte hausse des dépenses ordinaires suite à l'expansion des dépenses de compensation

Les dépenses ordinaires se sont établies à 259,4 MM.DH à fin novembre 2022, en hausse de +31,7 MM.DH ou +13,9% par rapport à fin novembre 2021. Ainsi, les charges au titre de la compensation ont fait ressortir une forte progression de près de +20 MM.DH ou +107,5% pour se situer à 38,6 MM.DH en liaison, notamment, avec l'appréciation des cours du gaz butane qui ont atteint une moyenne de 754 $/T contre près de 627 $/T à fin novembre 2021. Il est à noter que ces charges comprennent des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport pour un montant de 4 MM.DH et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement en mars 2022 pour contenir le renchérissement des cours des produits énergétiques.

Pour ce qui est des dépenses des biens et services, elles ont augmenté de +10,4 MM.DH ou +5,7% pour se situer à 193,5 MM.DH. Cette évolution provient de la hausse des charges de personnel (+4,5 MM.DH ou +3,5%) et des dépenses au titre des autres biens et services (+5,9 MM.DH ou +10,8%).

S'agissant des dépenses liées aux intérêts de la dette publique, elles ont affiché une hausse de +1,3 MM.DH ou +5% pour s'établir à 27,3 MM.DH, résultant des augmentations à la fois des charges au titre de la dette intérieure (+1,2 MM.DH ou +5,2%) que de celles au titre la dette extérieure (+150 M.DH ou +4%).

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin novembre 2022 s'est traduite par un solde ordinaire positif de +10 MM.DH contre un solde négatif de -10 MM.DH à fin novembre 2021.

Hausse des dépenses d'investissement

Les émissions au titre des dépenses d'investissement se sont établies à 75,1 MM.DH à fin novembre 2022, en augmentation de +14,4 MM.DH ou +23,7% par rapport au niveau enregistré un an auparavant.

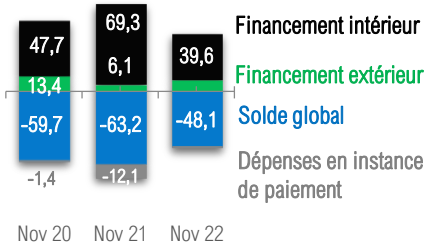
Amélioration de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont dégagé un solde positif de +17,1 MM.DH, soit une augmentation de près de +9,6 MM.DH ou +127,9% par rapport à fin novembre 2021. A ce titre, il convient de signaler que les ressources des CST tiennent compte d'un montant de 6,5 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfices et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,9 MM.DH à fin novembre 2021.

Allègement du besoin de financement du Trésor

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de -1,7 MM.DH, le besoin de financement du Trésor s'est élevé à -49,7 MM.DH, en allègement de -25,6 MM.DH ou -34% par rapport à fin novembre 2021. Pour le financement de ce besoin, le Trésor a eu recours principalement au marché intérieur pour un montant de 39,6 MM.DH et, dans une moindre mesure, au marché extérieur (10,1 MM.DH).

Besoin et sources de financement du Trésor –En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

DETTE : RECUL DES SOUSCRIPTIONS SUR LE MAVT

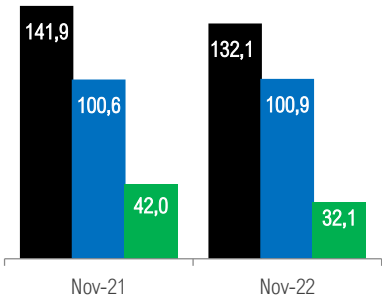
Au terme des onze premiers mois de l'année 2022, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à 105,3 MM.DH, en baisse de -32,7 MM.DH ou -23,7% par rapport à la même période de l'année 2021. Ce recul a concerné aussi bien les maturités à long terme (-23,4 MM.DH ou -65,5% pour revenir à 12,3 MM.DH, soit 11,7% du total contre 25,9% en 2021) que les maturités à moyen terme (-17,6 MM.DH ou -47,2%, revenant ainsi à 19,6 MM.DH, soit 18,6% du total contre 27%). Pour leur part, les maturités à court terme ont connu une progression de +48,2 MM.DH ou +7,4% pour atteindre 69,9 MM.DH (66,4% du total contre 47,2%).

Compte tenu de la hausse de +365 M.DH ou +0,4% des remboursements qui ont atteint 100,9 MM.DH et des autres éléments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est établi à 713,6 MM.DH à fin novembre 2022, en hausse de +32,1 MM.DH ou +4,7% par rapport à fin décembre 2021 contre +42 MM.DH ou +6,6% un an auparavant.

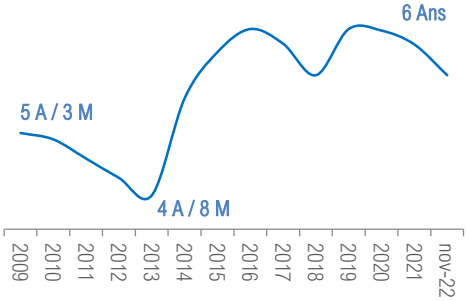
Baisse de la durée de vie de la dette intérieure du Trésor

Au terme des onze premiers mois de l'année 2022, la durée de vie moyenne de la dette intérieure s'est inscrite en baisse pour ressortir à 6 ans, soit un raccourcissement de 4 mois par rapport au niveau enregistré à la fin de l'année 2021.

Souscriptions | Remboursements | Flux –En MM.DH



Durée de vie moyenne



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

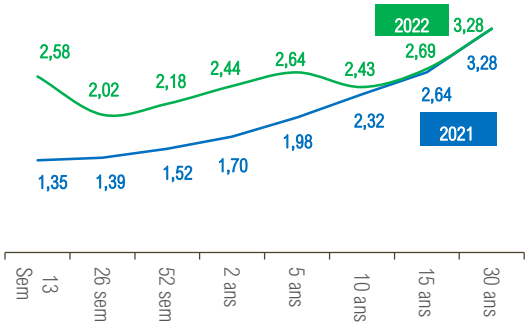
Resserrement des conditions de financement du Trésor

La tendance haussière des taux appliqués sur le marché primaire des Bons du Trésor (BdT), entamée depuis le début de l'année 2022, s'est poursuivie au cours du mois de novembre 2022. Cette progression a concerné aussi bien les BDT à 13 semaines (+123 pbs en GA / 2,58%) que ceux à 2 ans (+74 pbs en GA / 2,44%).

Poursuite de la gestion active de la dette intérieure

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons portant sur un montant global de 8,6 MM.DH à fin novembre 2022 contre 21,5 MM.DH à fin novembre 2021.

Evolution des TMP sur le MAVT -En %-



Rachat et Echanges de BdT-En M.DH-

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
52 sem	2 036,6	-
2 ans	1 739,3	-
5 ans	2 297,1	4 475,5
10 ans	2 532,9	3 548,3
15 ans	-	842,6
Total	8 605,9	8 866,4

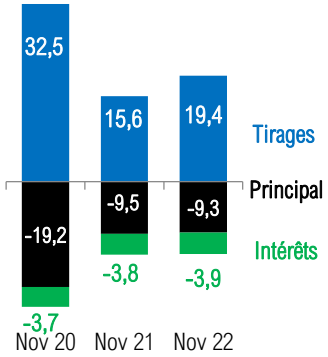
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Hausse des tirages de la dette extérieure du Trésor

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages - amortissements) de +10,1 MM.DH à fin novembre 2022 contre +6,1 MM.DH durant la même période un an auparavant. Dans cette évolution, les tirages se sont établis à 19,4 MM.DH contre 15,6 MM.DH à fin novembre 2021, en hausse de +3,8 M.DH ou +24,4%.

Pour leur part, les remboursements en principal ont connu une baisse de -200 M.DH ou -2,1% à fin novembre 2022, pour atteindre 9,3 MM.DH. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 231,1 MM.DH, en hausse de +27,4 MM.DH ou +13,5% par rapport à fin décembre 2021 contre +2,5 MM.DH ou +1,3% un an auparavant.

Flux de la dette extérieure -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Globalement, la dette totale du Trésor a atteint 944,7 MM.DH à fin novembre 2022, en hausse de +59,5 MM.DH ou +6,7% par rapport à fin 2021 contre une hausse de +44,5 MM.DH ou +5,3% enregistrée au terme de la même période de l'année précédente. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par sa composante intérieure avec une part de 75,5% alors que la dette extérieure représente 24,5% de l'encours global de la dette.

MONNAIE & CREDIT : Progression de la masse monétaire

Au terme du mois d'octobre 2022, l'agrégat M3 a enregistré une hausse de +64 MM.DH ou +4,1% par rapport à fin décembre 2021 contre +60,4 MM.DH ou +4,1% à la même période un an auparavant, pour s'établir à 1 624,7 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ Circulation fiduciaire (CF) : Accélération de son rythme de progression à +24,4 MM.DH ou +7,6% contre +20,7 MM.DH ou +6,9% un an auparavant, en particulier durant les mois d'avril et juillet, suite à un effet saisonnier ;
- ▲ Monnaie scripturale : Forte progression de +29 MM.DH ou +3,8% contre +13,4 MM.DH ou +1,9%, recouvrant une accélération du rythme de croissance des dépôts à vue auprès des banques à +23,7 MM.DH ou +3,4% contre +15,7 MM.DH ou +2,4% un an auparavant et un rebond des dépôts à vue auprès du Trésor de +4,9 MM.DH ou +7,5% contre -3,2 MM.DH ou -4,8% ;
- ▲ Comptes d'épargne auprès des banques : Hausse de +4,3 MM.DH ou +2,5% contre +4,1 MM.DH ou +2,4% et ce, en dépit de leur faible taux de rémunération. Ceci traduit le maintien de l'attractivité de ces placements vis-à-vis des ménages au vu des avantages qu'ils présentent en termes de sécurité et de liquidité ;
- ▲ Autres actifs monétaires : Sensible ralentissement à +6,3 MM.DH ou +2,1% contre +22,2 MM.DH ou +7,5%, en lien avec la contraction des comptes à terme et bons de caisse auprès des banques (-14,4 MM.DH ou -10,6% contre +3,4 MM.DH ou +2,5%) et la décélération des dépôts en devises (+6,3 MM.DH ou +15,0% contre +9,8 MM.DH ou +24,6%) et ce, en faveur d'une accélération des titres OPCVM monétaires (+14,4 MM.DH ou +20,1% contre +10,1 MM.DH ou +15,8%).

La création monétaire constatée durant les dix premiers mois de l'année 2022 est imputable aux évolutions ci-dessous :

- ▲ Créances sur l'économie : +74,6 MM.DH ou +6,3% contre +36,7 MM.DH ou +3,2% ;
- ▲ Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale : +21,2 MM.DH ou +7,8% contre +30,5 MM.DH ou +12,8%. Cette évolution recouvre, d'un côté, une hausse du portefeuille des bons du Trésor détenus par les banques et les OPCVM monétaires (+28,2 MM.DH ou +12,6% contre +21,8 MM.DH ou +11,2% un an auparavant) et, de l'autre, un accroissement des engagements des banques vis-à-vis de l'Etat, dont la garantie des crédits distribués (+3,9 MM.DH ou +30,6% contre -651 M.DH ou -4,4%) ;
- ▼ Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents : -9,6 MM.DH ou -3% contre +900 M.DH ou +0,3%. Pour leur part, les avoirs officiels de réserves (AOR) ont affiché une sensible hausse de +8,7 MM.DH ou +2,6% contre +169 M.DH ou +0,1% pour s'établir à 339,5 MM.DH.

Accélération du crédit bancaire au secteur non financier…

La progression des créances sur l'économie constatée durant les dix premiers mois de l'année recouvre, d'une part, une nette accélération du crédit bancaire (+47 MM.DH ou +4,8% contre +7,2 MM.DH ou +0,8% un an auparavant) et, de l'autre, une décélération du rythme de croissance des titres (+23,8 MM.DH ou +16,5% contre +29,2 MM.DH ou +22,9%), particulièrement, ceux détenus par les banques. Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui se sont contractés de -17,2 MM.DH ou -12,1% contre -21 MM.DH ou -15,1%, l'additionnel du crédit bancaire a plus que doublé pour s'établir à +64,1 MM.DH ou +7,6% contre +28,2 MM.DH ou +3,4%.

PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL :

- ▲ Secteur privé : +54 MM.DH ou +7,0% contre +29,8 MM.DH ou +4%, reflétant, d'une part, une sensible accélération des crédits aux sociétés non financières (SNF) privées de +41 MM.DH ou +10,1% contre +15,2 MM.DH ou +3,9% et, de l'autre, un certain ralentissement de la progression des concours destinés aux ménages à +12,6 MM.DH ou +3,5% contre +14,5 MM.DH ou +4,1% ;

- ▼ Autres sociétés financières : -12,5 MM.DH ou -8,8% contre -22,5 MM.DH ou -15,9% ;
- ▲ SNF publiques : +5,3 MM.DH ou +11,9% contre -411 M.DH ou -0,8%.

PAR OBJET ECONOMIQUE :

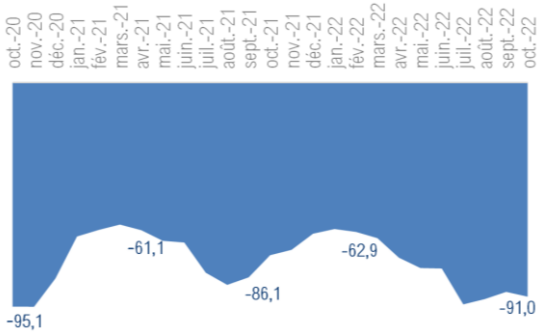
- ▲ Facilités de trésorerie : +42,5 MM.DH ou +18,8% contre +21,9 MM.DH ou +10,6%, traduisant une accélération de la progression des concours consentis aux SNF privées (+33,5 MM.DH ou +17,6% contre +16,4 MM.DH ou +9,4%), en lien avec le relèvement en mars 2022 du plafond de garantie des produits de l'offre classique de Tamwilcom. Pour leur part, les facilités octroyées aux ménages n'ont augmenté que de +1,9 MM.DH ou +8,3% contre +2,6 MM.DH ou +12% alors que ceux octroyés aux SNF publiques ont affiché une reprise de +7,4 MM.DH ou +124,5% contre -226 M.DH ou -3,9% ;
- ▲ Crédits à l'équipement : +6,8 MM.DH ou +4,0% contre -3,5 MM.DH ou -1,9%, recouvrant une hausse des crédits octroyés aux SNF privées (+4,1 MM.DH ou +4,1% contre +1,2 MM.DH ou +1,2%) et une reprise de ceux accordés aux SNF publiques (+2,1 MM.DH ou +7,0% contre -6 MM.DH ou -12,8%) ;
- ▲ Crédits immobiliers : +5,5 MM.DH ou +1,9% contre +5 MM.DH ou +1,8%, recouvrant notamment (i) un ralentissement des concours alloués à l'habitat à +5,2 MM.DH ou +2,2% contre +8,9 MM.DH ou +4,0% (dont +2,6 MM.DH ou +16,1% au titre du financement participatif contre +3,9 MM.DH ou +34,8%) et (ii) une atténuation du recul des crédits destinés à la promotion immobilière à -2,7 MM.DH ou -4,8% contre -6,3 MM.DH ou -10,4% ;
- ▲ Crédits à la consommation : +2,1 MM.DH ou +3,8% contre +1,3 MM.DH ou +2,5% ;
- ▲ Créances en souffrance (CES) : +4,6 MM.DH ou +5,4% contre +5 MM.DH ou +6,2% un an auparavant, pour se chiffrer à 89,4 MM.DH. En conséquence, le taux de défaut est passé à 8,7% en octobre contre 8,6% en décembre 2021. Cette évolution recouvre une hausse des CES des SNF privées (+3,5 MM.DH ou +7,3% contre +2,3 MM.DH ou +5,2%) et un ralentissement de celles des ménages (+973 M.DH ou +2,7% contre +2,2 MM.DH ou +6,5%).

Creusement des besoins de trésoreries bancaires …

Après deux mois d'allègement consécutifs (-5,2 MM.DH globalement entre août et septembre 2022), le déficit de liquidité s'est de nouveau creusé en octobre de 2 MM.DH pour atteindre 91 MM.DH en moyenne hebdomadaire.

Dans ce contexte et afin de maintenir l'évolution du TMP interbancaire, l'objectif opérationnel de BAM, à des niveaux proches du taux directeur, BAM a augmenté le volume de ses interventions sur le marché monétaire de +1,5 MM.DH pour s'établir à 103,9 MM.DH au cours du mois d'octobre.

Liquidité bancaire - Moyenne fins de semaines en MM.DH-



Source : Bank Al-Maghrib

Ce montant, qui a largement couvert les besoins de trésorerie bancaire, a été servi à hauteur de :

- 47,4% par les avances à 7 jours sur appel d'offres : 49,2 MM.DH en moyenne du mois d'octobre contre 38,7 MM.DH le mois précédent ;
- 29,7% par les opérations de pension livrée : 30,9 MM.DH en moyenne contre 39,2 MM.DH ;
- 22,9% par les prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 23,8 MM.DH en moyenne contre 24,4 MM.DH ;
- 0,02% par les opérations de swap de change : 21 M.DH en moyenne du mois d'octobre.

Evolution contrastée des taux d'intérêts …

- ▲ TMP interbancaire au jour le jour : Augmentation de 40 pbs pour ressortir à 2% en moyenne contre 1,6% un mois auparavant, suite au relèvement du taux directeur de 50 pbs à 2%, décidé le 27 septembre 2022 ;
- ▼ Taux créditeurs : Repli des TMP des dépôts à 6 mois et à 12 mois de 11 pbs et 12 pbs à fin octobre 2022 pour revenir à 2,08% et 2,41% respectivement ;
- ▼ Taux débiteurs : Baisse du taux moyen global de 20 pbs au T3-22 pour s'établir à 4,24% :

- Par objet économique, cette évolution traduit des replis des taux assortissant toutes les catégories de crédit à savoir : les prêts à l'équipement (-42 pbs à 4,14%), les facilités de trésorerie (-14 pbs à 3,97%), les crédits immobiliers (-13 pbs à 4,69%) et les crédits à la consommation (-8 pbs à 6,39%).
- Par secteur institutionnel, le taux assortissant les crédits alloués aux SNF privées a reculé de 18 pbs pour s'établir à 4,12%, reflétant une baisse de -14 pbs pour les grandes entreprises (GA) à 3,87% et une hausse de +6 pbs pour les TPME à 4,94%. Pour sa part, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a augmenté de +17 pbs à 5,33%.

BOURSE : Redressement des indices boursiers marocains…

A l'instar des places boursières internationales, la bourse de Casablanca a enregistré en novembre un rebond de son activité, comme en témoigne la hausse de ses deux indices MASI et MSI 20 de +0,8% et +1,2% après deux mois de baisses consécutives, ramenant leurs replis depuis fin 2021 à -18,3% et -19,4% respectivement.

Pour sa part, le volume global des transactions a reculé -16,2 MM.DH ou -29,8% au cours des onze premiers mois par rapport à la même période de l'année précédente, pour revenir à 38,2 MM.DH. Ce repli reflète une baisse des transactions effectuées aussi bien sur le marché central (-6,8 MM.DH ou -20,3%) que sur le marché de bloc (-2,2 MM.DH ou -19,1%) ainsi que des opérations d'apports de titres (-6,7 MM.DH ou -99,5%).

De même, la capitalisation boursière s'est contractée de -123,4 MM.DH ou -17,9% par rapport à fin 2021, pour se limiter à 567,3 MM.DH en novembre 2022. Cette baisse a concerné la globalité des secteurs, particulièrement les « télécommunications » (-25,1%), les « Banques » (-16,7%) et de « l'industrie » (-17,3%).

PRIX : Accentuation de l'accélération du taux d'inflation

Les tensions géopolitiques observées depuis la fin du mois de février de l'année 2022 suite au déclenchement du conflit russo-ukrainien conjuguées à l'aggravation des perturbations des chaines d'approvisionnement ont largement contribué à l'intensification des pressions inflationnistes d'origine externe au Maroc.

En effet et en moyenne des onze premiers mois de l'année 2022, le taux d'inflation a affiché une forte augmentation pour s'établir à +6,5% contre +1,3% un an auparavant, son plus haut niveau depuis 28 ans. Cette évolution recouvre des hausses des prix des produits alimentaires de +10,6% au lieu de +0,4% un an auparavant et, dans une moindre mesure, des prix des produits non alimentaires de +3,8% après +1,7% un an auparavant.

L'augmentation des prix des produits alimentaires provient à hauteur de :

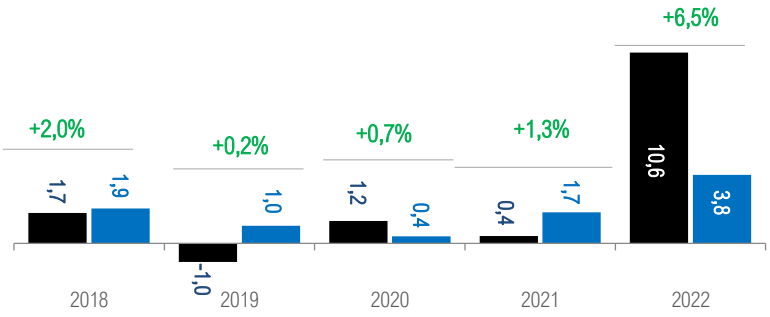
- 25,2% de la hausse de +14,8% des prix de la branche «Pain et céréales », qui représente 18,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les produits à base de céréale » (+13,7% avec une contribution de 21,1%) et « les céréales non transformés » (+27,7% avec une contribution de 4,1%) ;
- 25,6% de la hausse de +25,5% des prix de la branche «Huiles et graisses», qui représente 10,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les huiles » (+27% avec une contribution de 22,5%) et « les huiles et graisses » (+18,3% avec une contribution de 3,1%) ;
- 13,9% de la hausse de +7,6% des prix de la branche «Viande», qui représente 19,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les volailles et lapin » (+12,9% avec une contribution de 9%) et « les viandes fraiches» (+4,3% avec une contribution de 4,8%).

S'agissant des prix des produits non alimentaires, leur hausse provient à hauteur de :

- 53,6% de la hausse de +12,2% des prix de la branche «Transport », qui représente 16,5% de l'indice des prix des produits non alimentaires, en liaison avec l'envolée des prix de pétrole. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, les dépenses de carburants et lubrifiants (+43% avec une contribution de 49,7%) ;
- 11,1% de l'augmentation de +3,6% des prix de la branche « Biens et services divers », qui représente 11,7% de l'indice des prix des produits non alimentaires.

De son côté, l'inflation sous-jacente s'est accélérée à +7,6% en novembre, en GA, contre +2,9% un an auparavant.

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire- Moyenne 11 mois en % -



Source : Haut-commissariat au Plan

Appréciation des prix des actifs immobiliers

Au T3-22, les prix des actifs immobiliers se sont appréciés de +1,3% par rapport au T3-21. Cette évolution recouvre des hausses de +2,3% des prix des terrains, de +0,8% des prix des actifs résidentiels et de +2,5% des prix des biens à usage professionnel.

De son côté, le volume de transactions a enregistré une progression de +44,9% au T3-22 par rapport au T3-21. Cette hausse a concerné les ventes des actifs résidentiels (+60,8%), des terrains (+19,8%) et les ventes des biens à usage professionnel (+11,4%).

ACTIVITE ET EMPLOI : Baisse du taux de chômage...

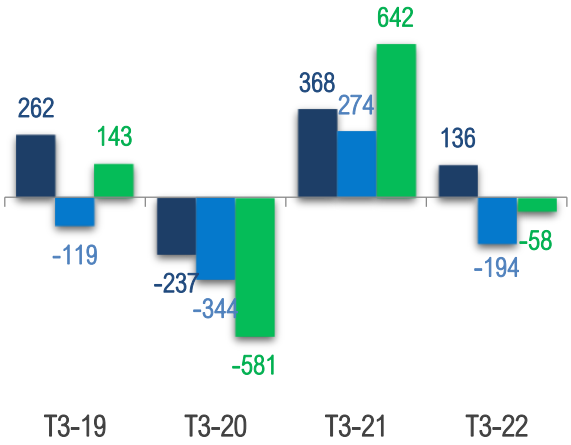
Entre le T3-21 et le T3-22, la population active âgée de 15 ans et plus a diminué de -1% pour s'établir à 12.127 mille personne. Le taux d'activité a, ainsi, reculé de -1,1 point au niveau national pour revenir à 44%, en raison d'un repli de -2,2 points en milieu rural à 48,1% et de -0,5 point en milieu urbain à 41,9%.

S'agissant de l'emploi, l'économie nationale a perdu 58 mille postes entre le T3-21 et le T3-22, recouvrant une perte de 194 mille postes dans les campagnes et une création de 136 mille postes dans les villes. Par type d'emploi, 152 mille postes d'emploi rémunérés ont été créés, dont 134 mille en zone urbaines et 18 mille en zone rurales. L'emploi non rémunéré a, de son côté, baissé de 210 mille postes, dont un repli de 212 mille en milieu rural et une hausse de 2 mille en milieu urbain.

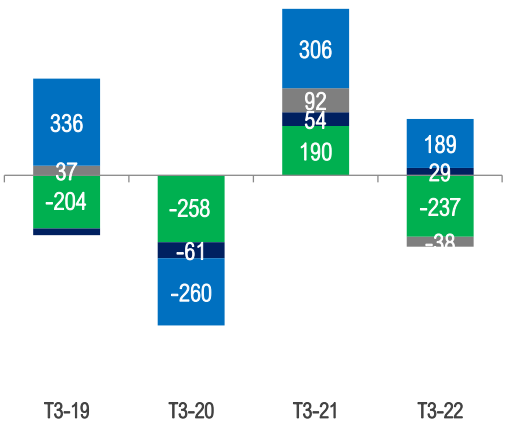
Au niveau sectoriel, le secteur de l'agriculture forêt et pêche a perdu 237 mille postes d'emploi, ce qui correspond à une baisse de -7% de son volume d'emploi. De même, le secteur des BTP a enregistré une perte de 38 mille postes, soit -3% de son volume d'emploi.

Par ailleurs, le secteur des services a créé 189 mille postes, soit une hausse de +4% de l'emploi dans ce secteur. Le secteur de l'industrie a, également, créé 29 mille postes, ce qui correspond à une hausse de +2% de son volume d'emploi.

Création nette d'emplois - En milliers –
Selon le milieu de résidence Urbain I Rural I Total



Par secteur d'activité économique
Agriculture I Industrie I BTP I Services

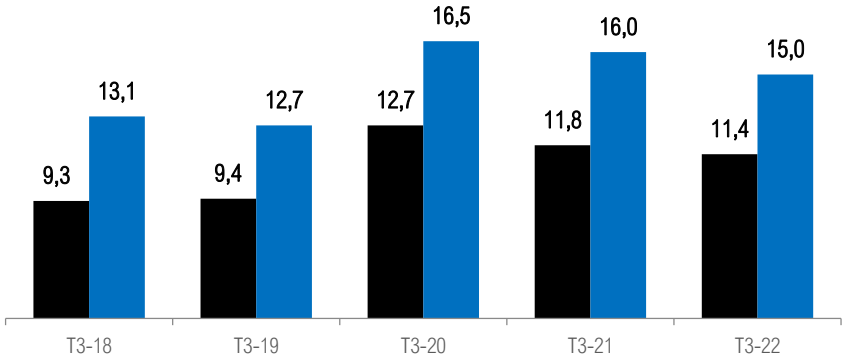


Source : Haut-commissariat au Plan

Pour ce qui est de la population active en chômage, elle a baissé de 70 mille personnes entre le T3-21 et le T3-22, revenant de 1.447 mille à 1.378 mille chômeurs, soit un repli de -5%. Le taux de chômage a ainsi reculé de -0,4 point pour revenir à 11,4% au niveau national.

Selon le milieu de résidence, ce taux a baissé de -1 point dans les villes pour se situer à 15%, suite à un repli du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (-1,4 point à 43,8%) et entre 25 et 34 ans (-0,8 point à 23,6%) et les diplômés (-1,3 point à 19,3%). En milieu rural, le taux de chômage est resté stable à 5,2%.

Taux de chômage : National I Urbain - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

De son côté, la population active occupée en situation de sous-emploi a reculé de -11,3% pour s'établir à 911 mille personnes. Le taux de sous-emploi s'est ainsi replié de -1 point pour revenir à 8,5% au niveau national, sous l'effet d'une baisse de -1,1 point en milieu urbain à 7,5% et de 0,9 point en milieu rural à 9,9%.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Oct. 20	Oct. 21	Oct. 22	Oct. 21/20		Oct.22/21	
PECHE (Novembre)							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	1 188 264	1 185 020	1 405 398	-3 244	-0,3%	220 378	18,6%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	6 268 332	8 035 690	8 792 273	1 767 358	28,2%	756 583	9,4%
MINES (en 1000 tonnes) (septembre)							
Phosphates	27 456	28 364	23 795	908	3,3%	-4 569	-16,1%
Dérivés de Phosphate	13 773	13 561	13 095	-212	-1,5%	-466	-3,4%
ENERGIE (GWH)							
Consommation d'électricité	25 071	26 483	27 875	1 412	5,6%	1 392	5,3%
Energie totale appelée	32 092	33 912	35 733	1 820	5,7%	1 820	5,4%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	63,8%	72,2%	71,9%	8,4	pts	-0,3	pt
B.T.P (Novembre)							
Ventes de ciment (1000 T)	11 000	12 719	11 544	1 719	15,6%	-1 175	-9,2%
TOURISME (septembre)							
Total des arrivées (en millier)	2 215	2 815	7 700	600	27,1%	4 885	173,5%
Nuitées touristiques	5 919	6 694	13 345	775	13,1%	6 651	99,4%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				Oct 21/ Déc 20		Oct 22/ Déc 21	
Monnaie fiduciaire	304 771	321 297	344 513	20 671	6,9%	24 401	7,6%
Monnaie scripturale	685 592	732 152	795 700	13 395	1,9%	28 978	3,8%
Placements à vue	168 796	173 490	178 468	4 118	2,9%	4 313	2,5%
Autres actifs monétaires	282 948	318 617	306 079	22 254	7,5%	6 298	2,1%
Masse monétaire M3	1 442 107	1 545 556	1 624 760	60 438	4,1%	63 990	4,1%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	281 427	307 796	307 317	-8 723	-2,8%	-9 561	-3,0%
Créances sur l'économie	1 115 180	1 169 419	1 250 916	36 699	3,2%	74 609	6,3%
dont Crédits bancaires à l'économie	939 469	709 223	1 031 882	-250 831	-26,1%	46 983	4,8%
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)	Nov. 20	Nov. 21	Nov. 22	Nov. 21/ 20		Nov. 22/ 21	
Recettes ordinaires	195 853	217 781	269 427	21 929	11,2%	51 646	23,7%
Recettes fiscales	173 389	191 411	225 596	18 022	10,4%	34 185	17,9%
Impôt sur les sociétés	38 835	35 899	51 756	-2 936	-7,6%	15 857	44,2%
Impôt sur le revenu	36 574	40 717	43 603	4 143	11,3%	2 886	7,1%
Taxe sur la valeur ajoutée	74 462	88 531	98 371	14 069	18,9%	9 840	11,1%
Taxes intérieures à la consommation	30 729	38 284	50 172	7 555	24,6%	11 888	31,1%
Droits de douane	8 443	10 644	12 812	2 201	26,1%	2 168	20,4%
Enregistrement et timbre	11 674	14 164	16 574	2 490	21,3%	2 410	17,0%
Dépenses ordinaires	210 252	227 752	259 420	17 501	8,3%	31 668	13,9%
Personnel	121 461	128 868	133 394	7 407	6,1%	4 526	3,5%
Autres biens et services	49 767	54 259	60 118	4 492	9,0%	5 858	10,8%
Intérêts de la dette	26 158	26 035	27 337	-124	-0,5%	1 302	5,0%
Compensation	12 865	18 590	38 571	5 725	44,5%	19 981	107,5%
Solde ordinaire	-14 399	-9 971	10 007	4 428	-30,8%	19 979	-200,4%
Dépenses d'équipement	55 935	60 753	75 127	4 818	8,6%	14 374	23,7%
Solde global	-59 725	-63 238	-48 056	-3 513	5,9%	15 182	-24,0%
DETTE DU TRESOR (MM.DH)	Déc. 20	Déc. 21	Nov. 22	Nov. 21/ Déc 20		Nov. 22/ Déc 21	
Dette totale du Trésor	832,6	885,2	944,7	44,5	5,3%	59,5	6,7%
Dette extérieure	199,7	203,7	231,1	2,5	1,3%	27,4	13,5%
Dette intérieure	632,9	681,5	713,6	42,0	6,6%	32,1	4,7%
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)	Oct 20	Oct 21	Oct 22	Oct 21/20		Oct 22/21	
Importations	345 278	426 318	614 935	81 040	23,5%	188 617	44,2%
Facture énergétique	41 140	59 323	128 313	18 183	44,2%	68 990	116,3%
Blé	11 672	9 854	22 334	-1 818	-15,6%	12 480	126,7%
Hors énergie	304 139	366 892	486 622	62 754	20,6%	119 730	32,6%
Exportations	215 595	259 559	354 095	43 964	20,4%	94 536	36,4%
Phosphates et dérivés	41 549	18 872	100 137	-22 676	-54,6%	81 264	430,6%
Hors Phosphates et dérivés	174 046	240 687	253 958	66 640	38,3%	13 272	5,5%
Textile et cuir	25 312	30 116	37 474	4 804	19,0%	7 358	24,4%
Composants automobiles	58 909	65 259	89 180	6 350	10,8%	23 921	36,7%
Aéronautique	10 332	12 160	17 681	1 828	17,7%	5 521	45,4%
Déficit commercial	-129 683	-166 759	-260 840	-37 076	28,6%	-94 081	56,4%
Taux de couverture	62,4	60,9	57,6	-1,6		-3,3	
Recettes Voyages	28 740	28 563	71 101	-177	-0,6%	42 538	148,9%
Recettes M.R.E	55 588	79 798	88 997	24 210	43,6%	9 199	11,5%
Recettes IDE	22 107	24 428	32 479	2 321	10,5%	8 051	33,0%

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE	T3-20	T3-21	T3-22
Création d'emploi	-581	642	-58
Taux de chômage	12,7%	11,8%	11,4%
Milieu urbain	16,5%	16%	15%
Chômage des jeunes (25-34 ans)	24,7%	24,4%	23,6%
Chômage des diplômés	20%	20,6%	19,3%
PRIX moyenne Jan …	**Nov. 20**	**Nov. 21**	**Nov. 22**
Inflation	0,7%	1,3%	6,5%
dont Produits alimentaires	1,2%	0,4%	10,6%
Produits non alimentaires	0,4%	1,7%	3,8%

An 2 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM –

PRODUIT INTERIEUR BRUT *-en %*

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Etats-Unis	2,6	1,5	2,2	2,9	2,2	-3,4	5,7	1,6
Japon	1,6	0,8	1,7	0,7	-0,4	-4,6	1,7	1,7
Zone Euro	2,0	1,8	2,4	1,9	1,3	-6,3	5,2	3,1
France	1,1	1,0	2,4	1,8	1,9	-7,9	6,8	2,5
Allemagne	1,5	2,2	2,7	1,0	1,1	-3,7	2,6	1,5
Italie	0,8	1,3	1,7	0,9	0,5	-9,0	6,6	3,2
Espagne	3,8	3,0	3,0	2,3	2,1	-10,8	5,1	4,3
Pays en développement	4,3	4,4	4,8	4,6	3,6	-1,9	6,6	3,7

Pays	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	T4-21	T1-22	T2-22	T3-22	T4-21	T1-22	T2-22	T3-22
Etats-Unis	1,7	-0,4	-0,1	0,0	5,5	3,5	1,7	0,0
Zone Euro	0,5	0,6	0,8	0,2	4,8	5,5	4,3	2,1
France	0,6	-0,2	0,5	0,2	5,1	4,7	4,2	1,0
Allemagne	0,0	0,8	0,1	0,3	1,2	3,5	1,7	1,1
Italie	0,9	0,1	1,1	0,5	6,5	6,4	4,9	2,6
Espagne	2,3	-0,2	1,5	0,2	6,6	6,7	6,8	3,8

	TAUX D'INFLATION *-en %, Glissement annuel-*				**TAUX DE CHOMAGE** *-en %*			
Pays	**Déc 20**	**Déc 21**	**Oct 22**	**Nov 22**	**Déc 20**	**Déc. 21**	**Sep 22**	**Oct 22**
Etats-Unis	1,4	8,1	2,6		6,7	3,9	0,0	
Zone Euro	-0,3	5,0	10,6	10,0	8,2	7,0	6,6	6,5
France	0,0	3,4	7,1	7,1	7,8	7,5	7,1	7,1
Allemagne	-0,7	5,7	11,6	10,5	4,0	3,2	3,0	3,0
Espagne	-0,6	6,6	7,3	6,6	16,3	13,4	12,7	12,5

MATIERES PREMIERES	Déc 20	Déc 21	Oct 22	Nov 22	Nov 22/Oct 22	Nov 22/Déc 21
Pétrole (/bl)	50	74	93	91	-2,4%	22,8%
Gasoil NWE ($/t)	417	646	1138	1007	-11,5%	55,8%
Butane ($/t)	519	719	635	627	-1,2%	-12,8%
Blé tendre Fr ($/t)	264	328	345	342	-1,0%	4,2%
Blé tendre US ($/t)	269	377	438	423	-3,5%	12,1%
Sucre brut Ny ($/t)	349	433	433	458	5,9%	5,7%
Plomb ($/t)	1948	2302	2000	2100	5,0%	-8,8%
INDICES BOURSIERS	**Déc 20**	**Déc 21**	**Oct 22**	**Nov 22**	**Nov 22/Oct 22**	**Nov 22/Déc 21**
NASDAQ	12619	15474	10801	10974	1,6%	-29,1%
S&P 498	3695	4675	3726	3917	5,1%	-16,2%
CAC38	5547	6999	6030	6557	8,7%	-6,3%
MSCI Emerging Market	1256	1223	869	922	6,1%	-24,6%
TAUX DE CHANGE	**Déc 20**	**Déc21**	**Oct 22**	**Nov 22**	**Nov 22/Oct 22**	**Nov 22/Déc 21**
Euro/Dollar	1,217	1,130	0,984	1,019	3,6%	-9,9%
Euro/Dirham	10,910	10,460	10,784	11,001	2,0%	5,2%
Dollar/Dirham	8,968	9,254	10,963	10,799	-1,5%	16,7%

*** Prévisions du FMI : Octobre 2022**

An 3: PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2020				2021				2022	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Agriculture	**-5,4%**	**-7,0%**	**-9,8%**	**-10,2%**	**19,4%**	**17,5%**	**16,6%**	**17,8%**	**-14,3%**	**-15,5%**
Pêche	8,2%	-0,4%	40,4%	-3,1%	4,5%	36,9%	-20,1%	53,4%	-7,3%	-23,4%
Industrie d'extraction	-0,4%	4,3%	2,0%	4,7%	3,0%	-0,6%	2,8%	-1,5%	-4,8%	-7,8%
Industrie de transformation	0,8%	-21,7%	-4,4%	-4,1%	-0,8%	20,2%	2,5%	5,1%	-2,4%	2,3%
Electricité et eau	-1,2%	-9,3%	3,3%	2,3%	1,4%	14,6%	3,8%	7,0%	3,7%	2%
Construction	2,8%	-12,2%	-9,5%	2,8%	5,7%	16,9%	14,2%	6,8%	1,8%	1,7%
Commerce	1,4%	-16,8%	-6,4%	-4,7%	0,5%	17,6%	7,6%	7,3%	5,0%	4%
Transports et entreposage	-6,5%	-48,8%	-33,4%	-22,9%	-15,5%	42,6%	33,8%	16,1%	5,7%	10,8%
Activités d'hébergement et de restauration	-28,8%	-72,9%	-57,1%	-58,5%	-27,9%	86,4%	72,5%	52,5%	25,3%	50,3%
Information et communication	7,2%	4,3%	2,9%	6,2%	-2,5%	-0,5%	0,4%	-0,5%	1,3%	1,3%
Activités financières et assurances	0,4%	0,4%	0,5%	1,2%	2,7%	4,2%	5,5%	5,9%	2,1%	4,2%
Activités immobilières	-0,8%	-1,1%	-0,9%	-0,5%	2,5%	3,0%	3,2%	3,1%	1,9%	1,5%
R&D et services rendus aux entreprises	-1,2%	-32,4%	-13,6%	-6,0%	0,7%	24,5%	10,7%	8,5%	0,7%	3,2%
Adm. publique et défense sécurité sociale obligatoire	5,8%	5,4%	5,1%	4,8%	4,5%	4,3%	4,0%	3,7%	4,8%	5,6%
Education, santé et action sociale	0,8%	0,6%	0,8%	1,2%	2,3%	2,8%	3,2%	3,5%	4,0%	4,3%
Impôts nets subventions	0,4%	-18,5%	-8,9%	-6,5%	2,4%	17,8%	10,7%	5,8%	-0,2%	5,3%
PIB en volume	**-0,8%**	**-15,2%**	**-7,3%**	**-5,2%**	**2,0%**	**14,2%**	**8,7%**	**7,6%**	**0,3%**	**2%**
PIB en valeur	**-0,7%**	**-16,0%**	**-8,0%**	**-3,3%**	**3,7%**	**16,5%**	**13,8%**	**12,5%**	**4,3%**	**6,9%**
PIB hors agriculture	**-0,3%**	**-16,2%**	**-7,0%**	**-4,6%**	**0,1%**	**13,8%**	**7,8%**	**6,5%**	**2,2%**	**4,3%**

An 4: INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP –

	T3						22/21		
	2021			2022					
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	**7 546**	**4 708**	**12 255**	**7 621**	**4 507**	**12 127**	**75**	**-201**	**-128**
Taux de féminisation de la population active	22,6	23,9	23,1	22,5	21,8	22,2	-0,1	-2,1	-0,9
Taux d'activité	42,4	50,3	45,1	41,9	48,1	44,0	-0,5	-2,2	-1,1
Selon le sexe									
Hommes	67,7	75,5	70,5	67,1	74,0	69,5	-0,6	-1,5	-1,0
Femmes	18,6	24,3	20,5	18,3	21,3	19,3	-0,3	-3,0	-1,2
Selon l'âge									
11 -24 ans	21,1	29,0	24,3	20,1	25,5	22,3	-1,0	-3,5	-2,0
21 -34 ans	59,7	61,4	60,2	59,5	59,6	59,5	-0,2	-1,8	-0,7
31 -44 ans	57,4	64,5	59,7	56,9	63,0	58,8	-0,5	-1,5	-0,9
41 ans et plus	36,0	52,0	41,4	35,8	50,2	40,5	-0,2	-1,8	-0,9
Selon le diplôme									
Sans diplôme	35,2	52,8	43,3	34,5	50,6	41,8	-0,7	-2,2	-1,5
Ayant un diplôme	47,4	45,1	46,9	47,0	43,2	46,1	-0,4	-1,9	-0,8
Population active occupée	**6343**	**4465**	**10807**	**6479**	**4271**	**10750**	**136**	**-194**	**-57**
Taux d'emploi	**35,6**	**47,7**	**39,8**	**35,7**	**45,5**	**39,0**	**0,1**	**-2,2**	**-0,8**
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	97,3	71,0	86,4	97,3	74,6	88,3	0,0	3,6	1,9
Salariés	66,6	46,9	59,9	66,9	47,3	60,3	0,3	0,4	0,4
Auto-employés	33,4	53,1	40,1	33,1	52,7	39,7	-0,3	-0,4	-0,4
Population active occupée sous employée	**543**	**484**	**1027**	**488**	**423**	**911**	**-55**	**-61**	**-116**
Taux de sous-emploi	**8,6**	**10,8**	**9,5**	**7,5**	**9,9**	**8,5**	**-1,1**	**-0,9**	**-1,0**
Population active en chômage	**1204**	**244**	**1447**	**1142**	**236**	**1378**	**-62**	**-8**	**-69**
Taux de féminisation	35,4	16,9	32,3	38,2	17,8	34,7	2,8	0,9	2,4
Taux de chômage	**16,0**	**5,2**	**11,8**	**15,0**	**5,2**	**11,4**	**-1,0**	**0,0**	**-0,4**
Selon le sexe									
Hommes	13,3	5,7	10,4	11,9	5,5	9,5	-1,4	-0,2	-0,9
Femmes	25,0	3,7	16,5	25,5	4,3	17,8	0,5	0,6	1,3
Selon l'âge									
15-24 ans	45,2	15,6	31,0	43,8	17,4	31,7	-1,4	1,8	0,7
25-34 ans	24,4	7,2	18,8	23,6	7,2	18,4	-0,8	0,0	-0,4
35-44 ans	8,4	2,5	6,3	8,3	2,6	6,4	-0,1	0,1	0,1
45 ans et plus	5,3	1,5	3,7	4,3	1,4	3,1	-1,0	-0,1	-0,6
Selon le diplôme									
Sans diplôme	7,2	2,3	4,4	6,3	2,3	4,1	-0,9	0,0	-0,3
Ayant un diplôme	20,6	12,1	18,7	19,3	11,8	17,7	-1,3	-0,3	-1,0

An 5: SECTEUR AGRICOLE - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2021/20	2022/21	Var 22/21
Situation des barrages (au 31 mai 2022)							
Réserves en eau (Milliards M3)	5,4	10,6	9,2	7,7	8,1	5,3	-34,6%
Taux de remplissage	35,3	69,7	59,1	49,7	50,0	32,9	-34,2%
Céréales d'automne	**101,0**	**102,0**	**51,8**	**32,1**	**103,2**	**34,0**	**-67,1%**
Blé dur	23,0	24,0	13,4	7,9	50,6	18,9	-62,6%
Blé tendre	49,0	49,0	26,8	17,7	24,8	8,1	-67,3%
Orge	29,0	29,0	11,6	6,4	27,8	7,0	-74,8%

An 6: PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches –

Poids en Tonnes / Valeur en KDH	Nov. 21		Nov. 22		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	**1 185 020**	**8 035 690**	**1 405 398**	**8 792 273**	**18,6%**	**9,4%**
Débarquements par port						
Méditerranée	17 862	603 298	16 674	554 579	-6,7%	-8,1%
Atlantique	1 167 158	7 432 392	1 388 724	8 237 694	19,0%	10,8%
Débarquements par espèce						
Poissons blancs	79 202	1 241 947	74 502	1 338 643	-5,9%	7,8%
Poissons pélagiques	1 018 146	2 824 316	1 258 524	3 665 973	23,6%	29,8%
Céphalopodes	60 794	3 601 183	54 379	3 400 014	-10,6%	-5,6%
Crustacés et coquillages	6 856	290 567	7 470	350 362	9,0%	20,6%
Algues	20 022	77 677	10 523	37 281	-47,4%	-52,0%

An 7: PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes -

Production marchande *en 1000 Tonnes*	Sep 20	Sep 21	Sep 22	Sep 21/20		Sep 22/21	
Phosphates bruts	27 456	28 364	23 795	908	3,3%	-4 569	-16,1%
Dérivés de phosphate	13 773	13 561	13 095	-212	-1,5%	-466	-3,4%

An 8: CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

En 1000 Tonnes	Nov. 20	Nov. 21	Nov. 22	Nov. 21/20		Nov. 22/21	
Consommation nationale	11 000	12 719	11 544	1 719	15,6%	-1 175	-9,2%

An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Oct.20	Oct.. 21	Oct. 22	Oct. 21/20		Oct. 22/21	
Énergie appelée nette (en GWh)	**32 092**	**33 912**	**35 733**	**1 820**	**5,7%**	**1 820**	**5,4%**
Production nette totale ONEE	**6 445**	**7 093**	**8 630**	**648**	**10,1%**	**1 537**	**21,7%**
Hydraulique	1 154	1 073	609	-81	-7,0%	-464	-43,2%
Thermique	4 762	5 374	7 334	612	12,9%	1 960	36,5%
Parc éolien	505	508	501	3	0,6%	-7	-1,4%
Pompage STEP	-475	-432	-406	43	-9,1%	26	-6,0%
Production concessionnelle	**23 520**	**24 816**	**23 694**	**1 296**	**5,5%**	**-1 122**	**-4,5%**
Apport des tiers	**440**	**192**	**1 444**	**-249**	**-56,5%**	**1 252**	**653,2%**
Auto producteurs	298,9	273,3	254,9	-25,6	-8,6%	-18,3	-6,7%
Echanges (Algérie-Espagne)	141,5	-81,6	1 188,6	-223	-157,7%	1 270	-1556,5%
Energies renouvelables	**2 196**	**2 281**	**2 404**	**85**	**3,9%**	**124**	**5,4%**
Consommation des auxiliaires	**-33,4**	**-36,8**	**-33,0**	**-3,4**	**10,0%**	**3,8**	**-10,3%**

An 10: INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP –

Base 100 = 2015	T3-20	T3-21	T3-22	T3-21/20	T3-22/21
Industries extractives	**140,1**	**148,2**	**120,1**	**5,8%**	**-19,0%**
Extraction de minerais métalliques	96,8	102,6	104,6	6,0%	1,9%
Autres industries extractives	142,3	150,5	119,4	5,8%	-20,7%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	**104,1**	**107,5**	**110,8**	**3,3%**	**3,1%**
Industries alimentaires	113,7	123,8	134,4	8,9%	8,6%
Fabrication de boissons	99,5	100,5	103,9	1,0%	3,4%
Fabrication de produits à base de tabac	101,1	103,7	123,2	2,6%	18,8%
Fabrication de textiles	72,8	81,2	80,6	11,5%	-0,7%
Industrie d'habillement	90,7	96,9	90,4	6,8%	-6,7%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	56,3	62,5	78,4	11,0%	25,4%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	71,9	93,6	114,2	30,2%	22,0%
Industrie du papier et du carton	100,9	105,7	90,0	4,8%	-14,9%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	73,5	83,8	103,2	14,0%	23,2%
Industrie chimique	147,5	142,6	134,8	-3,3%	-5,5%
Industrie pharmaceutique	96,9	105,4	130,1	8,8%	23,4%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	92,4	99,3	99,4	7,5%	0,1%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	91,1	95,9	85,1	5,3%	-11,3%
Métallurgie	90,3	104,8	112,0	16,1%	6,9%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements	73,2	76,9	88,8	5,1%	15,5%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	78,4	81,0	83,5	3,3%	3,1%
Fabrication d'équipements électriques	84,1	103,2	89,6	22,7%	-13,2%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	113,3	125,1	115,7	10,4%	-7,5%
Industrie automobile	96,6	85,2	103,7	-11,8%	21,7%
Fabrication d'autres matériels de transport	80,0	86,2	94,7	7,8%	9,9%
Fabrication de meubles	84,7	85,8	96,0	1,3%	11,9%
Autres industries manufacturés	88,9	80,8	82,1	-9,1%	1,6%
Réparation et installation de machines et équipements	98,8	101,6	98,1	2,8%	-3,4%
Production et distribution d'électricité	**136,0**	**141,5**	**141,2**	**4,0%**	**-0,2%**

An 12: CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE –

	Nov. 20	Nov. 21	Nov. 22 (1)	2021/20		2022/21		LF 2022 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	**195 853**	**217 781**	**269 427**	**21 929**	**11,2%**	**51 646**	**23,7%**	**236 907**	**113,7%**
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	195 853	212 365	269 427	16 513	8,4%	57 062	26,9%	**236 907**	113,7%
Recettes fiscales	**173 389**	**191 411**	**225 596**	**18 022**	**10,4%**	**34 185**	**17,9%**	**195 578**	**115,3%**
Impôts directs, dont	**78 809**	**78 072**	**97 839**	**-737**	**-0,9%**	**19 767**	**25,3%**	**80 112**	**122,1%**
Impôt sur les sociétés	38 835	35 899	51 756	-2 936	-7,6%	15 857	44,2%	38 236	135,4%
Impôt sur le revenu	36 574	40 717	43 603	4 143	11,3%	2 886	7,1%	39 797	109,6%
Impôts indirects	**74 462**	**88 531**	**98 371**	**14 069**	**18,9%**	**9 840**	**11,1%**	**89 970**	**109,3%**
T.V.A	74 462	88 531	98 371	14 069	18,9%	9 840	11,1%	60 907	161,5%
Intérieure	50 244	60 749	69 864	10 505	20,9%	9 115	15,0%		
Importation	19 515	22 465	19 692	2 950	15,1%	-2 773	-12,3%		
T.I.C	30 729	38 284	50 172	7 555	24,6%	11 888	31,1%	29 063	172,6%
Tabacs	24 219	27 783	28 507	3 564	14,7%	725	2,6%		
Produits énergétiques	9 789	10 937	11 270	1 148	11,7%	333	3,0%		
Droits de douane	**8 443**	**10 644**	**12 812**	**2 201**	**26,1%**	**2 168**	**20,4%**	**10 768**	**119,0%**
Enregistrement et timbre	**11 674**	**14 164**	**16 574**	**2 490**	**21,3%**	**2 410**	**17,0%**	**14 729**	**112,5%**
Recettes non fiscales	**19 652**	**22 978**	**40 620**	**3 326**	**16,9%**	**17 642**	**76,8%**	**38 029**	**106,8%**
Recettes non fiscales Hors privatisation	**19 652**	**17 562**	**40 620**	**-2 090**	**-10,6%**	**23 058**	**131,3%**	**236 907**	**17,1%**
Monopoles et exploitation	8 486	9 784	11 770	1 298	15,3%	1 986	20,3%	17 118	68,8%
Autres recettes	11 166	7 778	28 850	-3 388	-30,3%	21 072	270,9%	16 912	170,6%
Privatisation	0	5 416	0	5 416					
Recettes de certains comptes spéciaux	**2 812**	**3 392**	**3 211**	**580**	**20,6%**	**-181**	**-5,3%**	**3 300**	**97,3%**
Fonds spécial des prix	230	227	341	-3		114	50%	600	56,8%
Fonds spécial routier	2 582	3 165	2 870	583	22,6%	-295	-9,3%	2 700	106,3%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	**255 577**	**281 019**	**317 483**	**25 442**	**10,0%**	**36 464**	**13,0%**	**308 038**	**103,1%**
Dépenses ordinaires	**210 252**	**227 752**	**259 420**	**17 501**	**8,3%**	**31 668**	**13,9%**	**246 938**	**105,1%**
Biens et services	**171 228**	**183 127**	**193 512**	**11 899**	**6,9%**	**10 384**	**5,7%**	**205 710**	**94,1%**
Personnel	121 461	128 868	133 394	7 407	6,1%	4 526	3,5%	139 860	95,4%
Autres Biens et services	49 767	54 259	60 118	4 492	9,0%	5 858	10,8%	65 850	91,3%
Dette publique	**26 158**	**26 035**	**27 337**	**-124**	**-0,5%**	**1 302**	**5,0%**	**27 678**	**98,8%**
Intérieure	22 549	22 282	23 434	-267	-1,2%	1 152	5,2%	23 560	99,5%
Extérieure	3 609	3 753	3 903	144	4,0%	150	4,0%	4 118	94,8%
Compensation	**12 865**	**18 590**	**38 571**	**5 725**	**44,5%**	**19 981**	**107,5%**	**13 550**	**284,7%**
SOLDE ORDINAIRE	**-14 399**	**-9 971**	**10 007**	**4 428**	**-30,8%**	**19 979**	**-200%**	**-10 031**	**-99,8%**
Dépenses de capital	**55 935**	**60 753**	**75 127**	**4 818**	**8,6%**	**14 374**	**23,7%**	**68 100**	**110,3%**
dont fonds spécial routier	1 397	2 594	2 932					2 700	
Solde net des autres comptes spéciaux	10 609	7 486	17 064					7 000	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	**-59 725**	**-63 238**	**-48 056**					**-71 131**	
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	**-1 357**	**-12 127**	**-1 678**					**0**	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	**-61 082**	**-75 365**	**-49 734**					**-71 131**	
Financement intérieur	47 710	69 289	39 602	21 580	45	-29 687	-43	36 780	
Financement extérieur	13 372	6 076	10 131	-7 296	-55	4 055	67	34 351	

An 13: ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

M A T U R I T E	Déc 20	Déc 21	Janvier à fin Novembre 22		Encours Nov-22	Flux
			Souscriptions	Remboursements		
LONG TERME	378 188	399 354	18 062	15 531	401 885	2 531
Adjudications (long terme)	351 596	372 138	12 301	12 114	372 325	187
30 ans Adjudications	32 095	36 749	622	0	37 371	622
20 ans Adjudications	72 384	78 384	0	0	78 384	0
15 ans Adjudications	125 336	123 076	2 093	2 450	122 719	-357
10 ans Réserve d'investissement	212	212			212	
10 ans Adjudications	121 781	133 929	9 586	9 664	133 851	-78
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0	0
MOYEN TERME	159 384	170 633	23 108	25 477	168 264	-2 369
Adjudications (moyen terme)	159 384	170 633	23 108	25 477	164 764	-5 869
5 ans Adjudications	0	0	19 608	25 477	164 764	-5 869
COURT TERME	89 812	103 912	90 923	59 917	134 918	31 006
Adjudications (court terme)	89 762	103 862	69 906	59 917	113 851	9 989
03 semaines Adjudications	0	0	8 630	0	8 630	8 630
13 semaines Adjudications	2 284	600	13 992	8 889	5 703	5 103
26 semaines Adjudications	7 479	1 100	9 776	2 330	8 546	7 446
52 semaines Adjudications	23 062	23 970	14 081	19 280	18 771	-5 199
Bons à 6 mois	0	0		0	0	0
1 an activité socio-économique	0	0		0	0	0
2 ans Adjudications	56 937	78 192	23 427	29 418	72 201	-5 991
Autres	50	50	21 017	0	21 067	21 017
DETTE AMORTISSABLE	26 381	0	5 761	3 417	29 348	2 344
T O T A L	632 899	681 527	132 093	100 924	713 599	32 073

An 14: ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

	Nov. 20	Nov. 21	Nov. 22	Nov. 21 / 20		Nov. 22 / 21	
				M.DH	%	M.DH	%
SERVICE	22866	13300	13200	-9566	-41,8%	-100	-0,8%
AMORTISSEMENTS	19200	9500	9300	-9700	-50,5%	-200	-2,1%
INTERETS	3666	3800	3900	134	3,7%	100	2,6%
TIRAGES	32500	15600	19400	-16900	-52,0%	3800	24,4%

An 15: MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib –

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Oct 21	Déc 21	Oct 22	Oct 21/Déc 20		Oct 22/21		Oct 22/Déc 21	
CONTREPARTIES DE M3									
Créances sur l'économie	**1 169 419**	**1 176 307**	**1 250 916**	**36 699**	**3,2%**	**81 497**	**7,0%**	**74 609**	**6,3%**
Créances de BAM	1 452	1 391	1 843	-151	-9,4%	391	26,9%	452	32,5%
Créances des AID	1 167 967	1 174 916	1 249 073	36 850	3,3%	81 106	6,9%	74 157	6,3%
Créances nettes sur l'Administration centrale	**268 868**	**272 491**	**293 706**	**30 524**	**12,8%**	**24 838**	**9,2%**	**21 215**	**7,8%**
Créances nettes de BAM	-1 208	-3 414	-3 510	3 026	-71,5%	-2 302	190,6%	-96	2,8%
Créances nettes des AID	270 076	275 905	297 216	27 498	11,3%	27 140	10,0%	21 311	7,7%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	**317 420**	**316 878**	**307 317**	**901**	**0,3%**	**-10 103**	**-3,2%**	**-9 561**	**-3,0%**
Avoirs officiels de réserve	320 736	330 829	339 552	169	0,1%	18 816	5,9%	8 723	2,6%
Ressources à caractère non monétaire	**252 010**	**257 704**	**277 234**	**4 971**	**2,0%**	**25 224**	**10,0%**	**19 530**	**7,6%**
Capital et réserves des ID	**167 541**	**171 518**	**186 161**	**2 864**	**1,7%**	**18 620**	**11,1%**	**14 643**	**8,5%**
BAM	8 783	11 525	20 962	-6 251	-41,6%	12 179	138,7%	9 437	81,9%
AID	158 758	159 993	165 199	9 115	6,1%	6 441	4,1%	5 206	3,3%
Engagements non monétaires des ID	**84 469**	**86 186**	**91 073**	**2 107**	**2,6%**	**6 604**	**7,8%**	**4 887**	**5,7%**
Dépôts exclus de M3	10 503	11 908	13 014	953	10,0%	2 511	23,9%	1 106	9,3%
Crédits	29 891	30 811	33 025	1 291	4,5%	3 134	10,5%	2 214	7,2%
Titres autres qu'actions exclus de M3	43 473	42 681	44 339	170	0,4%	866	2,0%	1 658	3,9%
Autres ressources	602	786	695	-307	-33,8%	93	15,4%	-91	-11,6%
Autres contreparties de M3	**41 859**	**52 796**	**50 056**	**-2 717**	**-6,1%**	**8 197**	**19,6%**	**-2 740**	**-5,2%**
TOTAL DES CONTREPARTIES	**1 545 556**	**1 560 770**	**1 624 760**	**60 438**	**4,1%**	**79 205**	**5,1%**	**63 990**	**4,1%**
AGREGATS DE MONNAIE									
Circulation fiduciaire	**321 297**	**320 112**	**344 513**	**20 671**	**6,9%**	**23 216**	**7,2%**	**24 401**	**7,6%**
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	337 640	337 711	362 390	18 358	5,7%	24 750	7,3%	24 679	7,3%
Encaisses des banques (à déduire)	16 343	17 599	17 877	-2 313	-12,4%	1 534	9,4%	278	1,6%
Monnaie scripturale	**732 152**	**766 722**	**795 700**	**13 395**	**1,9%**	**63 548**	**8,7%**	**28 978**	**3,8%**
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	3 755	2 751	3 113	915	32,2%	-642	-17,1%	362	13,2%
Dépôts à vue auprès des banques	664 963	698 720	722 425	15 682	2,4%	57 462	8,6%	23 705	3,4%
Dépôts à vue auprès du Trésor	63 434	65 251	70 162	-3 202	-4,8%	6 728	10,6%	4 911	7,5%
M1	**1 053 449**	**1 086 834**	**1 140 213**	**34 066**	**3,3%**	**86 764**	**8,2%**	**53 379**	**4,9%**
Placements à vue	**173 490**	**174 155**	**178 468**	**4 118**	**2,4%**	**4 978**	**2,9%**	**4 313**	**2,5%**
Comptes d'épargne auprès des banques	173 490	174 155	178 468	4 118	2,4%	4 978	2,9%	4 313	2,5%
M2	**1 226 939**	**1 260 989**	**1 318 681**	**38 184**	**3,2%**	**91 742**	**7,5%**	**57 692**	**4,6%**
Autres actifs Monétaires	**318 617**	**299 781**	**306 079**	**22 254**	**7,5%**	**-12 538**	**-3,9%**	**6 298**	**2,1%**
M3	**1 545 556**	**1 560 770**	**1 624 760**	**60 438**	**4,1%**	**79 204**	**5,1%**	**63 990**	**4,1%**

An 16: Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib–

En Millions de DH	Oct 21	Déc 21	Oct 22	Oct 21/Déc 20		Oct 22/21		Oct 22/Déc 21	
Créances des ID par objet économique	**1 169 418**	**1 176 307**	**1 250 916**	**36 698**	**3,2%**	**81 498**	**7,0**	**74 609**	**6,3%**
Créances des AID	**1 167 966**	**1 174 916**	**1 249 073**	**36 849**	**3,3%**	**81 107**	**6,9**	**74 157**	**6,3%**
Crédits des AID	**975 512**	**993 350**	**1 043 002**	**7 535**	**0,8%**	**67 490**	**6,9**	**49 652**	**5,0%**
Crédits bancaires	**709 223**	**984 899**	**1 031 882**	**-250 831**	**-26,1%**	**322 659**	**45,5**	**46 983**	**4,8%**
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	227 963	225 741	268 205	21 875	10,6%	40 242	17,7	42 464	18,8%
Crédits à l'équipement	176 334	169 071	175 918	-3 477	-1,9%	-416	-0,2	6 847	4,0%
Crédits immobiliers	32 295	292 731	298 217	-253 032	-88,7%	265 922	823,4	5 486	1,9%
Crédits à l'habitat	231 277	232 827	238 012	8 895	4,0%	6 735	2,9	5 185	2,2%
Crédits aux promoteurs immobiliers	53 773	55 959	53 280	-6 273	-10,4%	-493	-0,9	-2 679	-4,8%
Crédits à la consommation	55 589	55 622	57 718	1 341	2,5%	2 129	3,8	2 096	3,8%
Créances diverses sur la clientèle	131 840	156 904	142 417	-22 521	-14,6%	10 577	8,0	-14 487	-9,2%
Crédits à caractère financier	117 603	142 401	125 230	-20 987	-15,1%	7 627	6,5	-17 171	-12,1%
Autres crédits	14 212	14 467	17 134	-1 542	-9,8%	2 922	20,6	2 667	18,4%
Créances en souffrance	85 202	84 830	89 407	4 983	6,2%	4 205	4,9	4 577	5,4%
Titres	**156 546**	**144 697**	**168 540**	**29 172**	**22,9%**	**11 994**	**7,7**	**23 843**	**16,5%**
Titres autres qu'actions	28 182	26 411	32 204	2 890	11,4%	4 022	14,3	5 793	21,9%
Actions et autres titres de participation	128 364	118 286	136 336	26 282	25,7%	7 972	6,2	18 050	15,3%
Autres	**35 908**	**36 869**	**37 531**	**142**	**0,4%**	**1 623**	**4,5**	**662**	**1,8%**
Créances de BAM	**1 452**	**1 391**	**1 843**	**-151**	**-9,4%**	**391**	**26,9**	**452**	**32,5%**
Crédits	**790**	**788**	**783**	**21**	**2,7%**	**-7**	**-0,9**	**-5**	**-0,6%**

An 17: TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Oct 21	Déc 21	Oct 22	Oct 21/20	Oct 22/ Déc 21
Taux de dépôts à 6 mois	2,13	2,19	2,08	-0,05	-0,11
Taux de dépôts à 12 mois	2,21	2,53	2,41	0,20	-0,12
Taux des comptes sur carnet	1,03	1,03	1,24	0,21	0,21
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	13,36	13,36	13,09	-0,27	-0,27
Taux interbancaire	1,50	1,50	2,00	0,00	0,50
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	1,50	1,50	2,00	0,50	0,50
Taux des avances à 24h	2,50	2,50	3,00	0,50	0,50
Taux adjudications (TMP)	**Nov. 21**	**Déc. 21**	**Nov. 22**	**Nov. 21/Déc20**	**Nov. 22/ Déc 21**
43 jours					
13 Sem.	1,35	1,35	2,58	1,35	1,23
26 Sem.					
52 Sem.					
2 Ans	1,70	1,73	2,44	-0,48	0,71
5 Ans					
10 Ans					
15 Ans					
20 Ans					
30 Ans					

An 18: ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Octobre 22	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Avances à 7 jours	Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
1	50780	0	23189	30874	0	12944	-	2,00%
2	50780	0	23189	30874	0	12944	-	2,00%
3	50780	0	23189	30874	0	12390	7060	2,00%
4	50780	0	23189	30874	0	10548	5168	2,00%
5	50780	0	23189	30874	0	10658	5158	2,00%
6	48580	0	23189	30874	0	11845	6345	2,01%
7	48580	0	23189	30874	0	10629	5009	2,02%
8	48580	0	23189	30874	0	10629	-	2,02%
9	48580	0	23189	30874	0	10629	-	2,02%
10	48580	0	23189	30874	0	10629	-	2,02%
11	48580	0	23189	30874	0	11578	5958	2,01%
12	48580	0	23189	30874	0	10550	4830	2,01%
13	51610	0	23189	30874	0	10497	4777	2,01%
14	51610	0	23189	30874	0	10256	4516	2,01%
15	51610	0	23189	30874	0	10256	-	2,01%
16	51610	0	23189	30874	0	10256	-	2,01%
17	51610	0	23189	30874	0	13204	7464	2,00%
18	51610	0	23189	30874	0	12049	4709	2,00%
19	51610	0	23189	30874	0	12746	5406	2,00%
20	50790	0	23189	30874	0	11354	4684	2,00%
21	50790	0	23189	30874	0	11108	4458	2,00%
22	50790	0	23189	30874	0	11108	-	2,00%
23	50790	0	23189	30874	0	11108	-	2,00%
24	50790	0	23189	30874	0	11811	4961	2,00%
25	50790	0	23189	30874	0	12725	5375	2,00%
26	50790	0	23189	30874	0	12094	4044	2,00%
27	42860	0	26932	30950	130	13615	5265	2,00%
28	42860	0	26932	30950	130	11575	3225	2,00%
29	42860	0	26932	30950	130	11575	-	2,00%
30	42860	0	26932	30950	130	11575	-	2,00%
31	42860	0	26932	30950	130	11998	2768	2,00%
MOY du mois	**49 195**	**0**	**23 793**	**30 886**	**21**	**11 512**	**5 059**	**2,00%**

An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Nov 21	Déc 21	Nov 22	Nov 22/21		Nov 22 /Déc 21	
				M.DH	%	M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	54 348	74 743	38 163	-16 185	-29,8		
Marché central	33 422	40 817	26 628	-6 794	-20,3		
Actions	33 386	40 781	26 510	-6 876	-21		
Obligations	36	36	118	82	227		
Marché de blocs	11 317	23 604	9 152	-2 165	-19,1		
Actions	11 219	23 474	8 997	-2 221	-20		
Obligations	99	130	155	56	57		
Introductions	0	620	172	172			
Actions	0	600	172	172			
Obligations	0	20	0	20			
Augmentation de Capital	2 393	2 393	745	-1 648	-68,9		
Offre publique	28	28	1 056	1 028	3 642		
Transferts	411	503	379	-32	-7,8		
Apports de titres	6 777	6 778	32	-6 745	-99,5		
CAPITALISATION BOURSIERE	674 660	690 717	567 329	-107 330	-15,9	-123 387	-17,9
Banques	220 069	225 271	187 626	*-32 444*	*-14,7*	*-37 645*	*-16,7*
Sociétés Financières	9 961	9 604	7 774	-2 187	-22,0	-1 829	*-19,0*
Sociétés de financement	7 168	6 669	5 587	-1 581	-22,1	-1 082	-16,2
Sociétés de portefeuilles-Holding	2 793	2 935	2 187	-606	-21,7	-748	-25,5
Industrie	244 711	254 310	210 411	-34 299	-14,0	-43 899	*-17,3*
Agroalimentaire	39 174	39 480	30 005	-9 169	-23,4	-9 475	-24,0
Bâtiments et matériaux de construction	79 627	89 034	60 030	-19 598	-24,6	-29 005	-32,6
Boissons	9 843	10 172	8 393	-1 450	-14,7	-1 779	-17,5
Equipement électronique et électrique	449	0	0	-449	-100,0	0	
Sylviculture et papier	83	56	77	-6	-7,2	20	36,5
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	112	122	116	4	3,9	-6	-5,1
Industrie pharmaceutique	11 886	11 796	11 297	*-589*	*-5,0*	*-499*	*-4,2*
Télécommunications	123 073	122 590	91 865	*-31 208*	*-25,4*	*-30 724*	*-25,1*
Assurances	31 079	32 605	27 231	*-3 848*	*-12,4*	*-5 374*	*-16,5*
Distributeurs	22 164	22 673	20 295	*-1 869*	*-8,4*	*-2 378*	*-10,5*
Technologie de l'information	7 909	7 895	7 447	*-462*	*-5,8*	*-448*	*-5,7*
Autres services	15 694	15 769	14 679	*-1 015*	*-6,5*	*-1 090*	*-6,9*
MASI	13 085	13 358	10 911	-2 174	-16,6	-2 447	-18,3
MSI	1 063	1 086	875	-188	-17,7	-211	-19,4

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes –

	Oct 20	Oct 21	Oct 22	Oct 21/20		Oct 22/21	
TOTAL DES IMPORTATIONS (M.DH)	345 278	426 318	614 935	81 040	23,5%	188 617	44,2%
Alimentation boissons et tabacs	46 858	47 625	73 544	767	1,6%	25 919	54,4%
Blé	11 672	9 854	22 334	-1 818	-15,6%	12 480	126,7%
Energie et lubrifiants	41 140	59 323	128 313	18 183	44,2%	68 990	116,3%
Produits bruts	16 112	24 051	38 198	7 939	49,3%	14 147	58,8%
Demi-produits	75 741	93 589	141 584	17 848	23,6%	47 995	51,3%
Produits finis	165 428	201 579	233 115	36 151	21,9%	31 536	15,6%
Biens d'équipement	89 258	100 651	121 615	11 394	12,8%	20 964	20,8%
Biens de consommation	76 170	100 928	111 499	24 757	32,5%	10 572	10,5%
TOTAL DES EXPORTATIONS (M.DH)	215 595	259 559	354 095	43 964	20,4%	94 536	36,4%
Alimentation boissons et tabacs	46 742	50 566	60 065	3 824	8,2%	9 500	18,8%
Energie et lubrifiants	1 129	1 611	2 812	482	42,7%	1 201	74,6%
Produits bruts	14 647	18 704	25 418	4 058	27,7%	6 714	35,9%
Phosphates	5 988	7 068	11 035	1 080	18,0%	3 967	56,1%
Demi-produits	47 559	69 905	107 712	22 346	47,0%	37 807	54,1%
Dérivés de phosphates	35 560	11 804	89 102	-23 756	-66,8%	77 298	654,8%
Produits finis	105 229	118 476	157 862	13 246	12,6%	39 386	33,2%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	560 873	685 877	969 030	125 004	22,3%	283 153	41,3%
SOLDE COMMERCIAL	-129 683	-166 759	-260 840	-37 076	28,6%	-94 081	56,4%
TAUX DE COUVERTURE	62,4	60,9	57,6	-1,6		-3,3	
RECETTES VOYAGES	28 740	28 563	71 101	-177	-0,6%	42 538	148,9%
TRANSFERTS M.R.E.	55 588	79 798	88 997	24 210	43,6%	9 199	11,5%
RECETTES DES IDE	22 107	24 428	32 479	2 321	10,5%	8 051	33,0%

An 21: INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP –

Groupes	Nov.20	Nov. 21	Nov. 22	Var moy. Jan- Nov.		
				2020/19	2021/20	2022/21
PRODUITS ALIMENTAIRES	102,1	105,1	120,1	1,2%	0,4%	10,6%
1 Produits alimentaires et boissons	101,3	104,2	119,7	1,2%	-0,2%	10,9%
2 Boissons alcoolisées, Tabac et Stupéfiants	122,6	125,5	129,8	0,7%	3,6%	3,4%
PRODUITS NON ALIMENTAIRES	103,1	105,6	110,4	0,4%	1,7%	3,8%
3 Articles d'habillement et chaussures	103,1	106,3	111,7	0,3%	1,9%	4,6%
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	102,0	102,9	104,1	0,6%	0,8%	1,2%
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	101,1	103,1	109,7	0,2%	1,0%	4,9%
6 Santé	101,7	101,8	101,9	0,9%	0,2%	0,1%
7 Transport	102,3	109,6	125,2	-1,7%	5,7%	12,3%
8 Communications	103,9	103,6	104,3	-0,4%	-0,2%	0,4%
9 Loisirs et culture	99,3	100,9	106,1	-1,0%	0,7%	4,1%
10 Enseignement	110,3	111,7	116,7	2,7%	1,7%	2,0%
11 Restaurants et hôtels	104,1	105,1	109,9	1,1%	0,9%	2,5%
12 Biens et services divers	104,3	108,7	111,0	1,4%	1,9%	3,5%
Indice général	102,7	105,4	114,2	0,7%	1,3%	6,5%

An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Oct. 20	Oct. 21	Oct. 22	Var moy. Jan- Oct.		
				2020/19	2021/20	2022/21
Industries extractives	**100,2**	**100,0**	**100,4**	**-0,4%**	**0,0%**	**0,2%**
Extraction d'Hydrocarbures	115,1	100,0	100,0	0,0%	-13,1%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,1	100,0	100,4	-0,4%	0,1%	0,2%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	**107,7**	**106,7**	**118,4**	**-2,0%**	**-5,3%**	**13,7%**
Industries alimentaires	111,0	112,5	126,7	2,3%	-2,2%	14,0%
Fabrication de Boissons	115,7	102,6	105,3	-0,8%	-12,5%	3,1%
Fabrication de produits à base de tabac	117,3	100,2	107,7	0,0%	-14,6%	6,7%
Fabrication de textiles	101,5	106,1	115,3	0,7%	3,5%	6,6%
Industrie d'habillement	110,1	103,4	107,5	0,9%	-6,6%	2,3%
Industrie de cuir et de la chaussure	112,3	100,3	106,3	0,3%	-10,7%	3,4%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	115,1	104,8	118,3	-3,0%	-12,1%	11,3%
Industrie du papier et du carton	101,4	102,6	109,1	-1,6%	0,9%	2,7%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	102,5	99,1	100,4	-0,4%	-3,8%	0,6%
Industrie chimique	112,9	111,2	143,0	-11,4%	-15,5%	42,3%
Industrie pharmaceutique	94,3	99,9	99,1	0,0%	6,0%	-0,7%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	111,9	96,1	100,9	-0,6%	-12,6%	2,3%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	109,5	99,5	105,1	0,0%	-9,4%	3,9%
Métallurgie	91,2	116,7	125,9	-6,8%	14,1%	20,8%
Fabrication de produits métalliques	99,7	99,0	102,9	-2,0%	-1,1%	3,9%
Fabrication de produits informatique	100,4	102,3	102,7	0,2%	1,0%	1,0%
Fabrication d'équipements électriques	113,0	109,8	114,0	1,9%	-6,2%	7,3%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	103,1	99,5	101,3	0,1%	-3,2%	0,8%
Industrie automobile	99,5	100,8	105,5	0,1%	1,3%	3,3%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,4	100,0	100,0	0,0%	-0,4%	0,0%
fabrication de meubles	110,3	100,3	105,0	-0,6%	-9,4%	3,6%
Autres industries manufacturés	102,7	116,4	116,8	0,0%	13,3%	0,4%
Production et Distribution d'Electricité	**115,3**	**100,0**	**100,0**	**0,0%**	**-13,3%**	**0,0%**
Production et Distribution d'Electricité	115,3	100,0	100,0	0,0%	-13,3%	0,0%
Production et Distribution d'Eau	**119,0**	**100,0**	**100,0**	**0,0%**	**-16,0%**	**0,0%**